ISSN 0024-7650

Reagan et les ventes d'armes à l'Iran et aux "contras"

p. 8-9

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 966 - 6 décembre 1986 - prix : 6 F

Le mouvement des étudiants et des lycéens vu des entreprises

p. 4

Vive la lutte des jeunes !

Le gouvernement fait les lois

la rue les défait

M 6189 - 966 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Pages 8 et 9
— Reagan s'emmêle dans l'Iran-Connection et dans l'affaire des contrats aux Contras.
— Guerre Iran-Irak : les marchands de mort ont trouvé le filon.
— Moyen-Orient : la France ne vend pas d'armes, elle livre.

Page 10
— Nouvelle-Calédonie : le colonialisme français condamné par l'ONU... et par l'histoire, reste à exécuter le jugement.

Page 11
— Sur les attentats en Guadeloupe.
— Afrique du Sud : la bourgeoisie noire mise en avant pour tenter de sauver les meubles.

En France

Pages 5 et 6 et 7
— Le Pouvoir de la Rue.
— Vive la lutte des étudiants et des lycéens !
— Les illusions de la jeunesse, plus réalistes que la résignation.

Page 12
— Le procès d'Action Directe.

Page 13
— Dans les entreprises : Alcatel-Thomson-Gigadisc (Toulouse) ; Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix).
— On ne nous transporte pas, on nous roule.

Loisirs et culture

Pages 14 et 15
— Livres de Wole Soyinka : *Aké, les années d'enfance ; Cet homme est mort ; Les interprètes ; La métamorphose de frère Jéro.*
— Livres : *Sao Bernardo* de G. Ramos ; *L'aventure de Miguel Littin, clandestin au Chili* de G. Garcia Marquez.
— Films : *Chambre avec vue ; Aliens, le retour.*

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 16.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

en bref

La monnaie de leur pièce

C'est toute une équipe de techniciens, de spécialistes et même d'usagers (lesquels ?) qui a pris la décision de sortir la nouvelle petite pièce de 10 F, qui ressemble à presque s'y méprendre à la pièce de 1/2 F. Il faut être très intelligent et haut placé pour trouver une chose pareille ! En tout cas le tollé est quasi général, et certains commerçants ont même un porte-monnaie spécial pour ne pas mélanger les nouvelles pièces. Tant et si bien que les autorités ont provisoirement interrompu la mise en service des pièces nouvelles. Et elles se posent la question : faut-il annuler les pièces de 10 F en les retirant de la circulation, ce qui coûterait 100 millions de francs, ou retirer les 1/2 F, ce qui reviendrait à 500 millions ?

On en est là. Une mission d'étude a été mise sur pied pour examiner le problème. Mais, évidemment, comme ceux qui décident n'utilisent, semble-t-il, que les grosses coupures, les chèques ou les cartes de crédit, et qu'ils laissent la ferraille au bon peuple, il y a peu de chances qu'ils se montrent plus malins qu'hier.

Infect

Le Front National, qui ramasse ses bulletins de vote grâce au racisme, ne dédaigne pas non plus d'utiliser la maladie. Les amis de Le Pen proposent, pour lutter contre le SIDA, de créer des "sidatoriums", où seraient enfermés les malades, qui sont tous, selon les lepenistes, des homosexuels, des drogués et des immigrés. Les Français de race blanche et de religion catholique étant immunisés, comme chacun sait..

En tout cas, le jour où on créera des "conariums", on saura avec qui les remplir !

Dis-moi que tu m'aimes

Un délégué CGT est menacé de licenciement aux usines Peugeot, accusé d'avoir tenu des propos irrévérencieux après la mort de Besse, le PDG de la Régie Renault. Le délégué nie farouchement les propos qu'on lui prête.

Toujours est-il que, s'il fallait mettre dehors tous ceux qui ont fait des plaisanteries après la mort de Besse, il n'y aurait plus grand monde dans les usines.

Non seulement les patrons sont des patrons, mais en plus il faudrait qu'on les aime !

Le Rhin ne gèlera pas

Après Sandoz qui a déversé des produits au mercure et Ciba-Geigy de l'insecticide, on apprend qu'une usine chimique allemande BASF a déversé, elle, de l'antigel dans le Rhin. Pour qu'il ne gèle pas cet hiver ?

Maintenant qu'il y a de l'antigel, il ne reste plus qu'à verser du vin autrichien.

Les saletés des capitalistes de l'industrie chimique, c'est quand même dur à avaler, et pas seulement pour les poissons.

A LA ZUP DES MINGUETTES (Vénissieux)

Des dizaines de CRS pour expulser une famille immigrée

Depuis le mois de janvier 1986, une trentaine de familles de l'agglomération lyonnaise, dont 17 à la ZUP des Minguettes à Vénissieux, ont occupé des appartements vides. Etant mal logées, dans une ou deux pièces insalubres, les familles, avec l'aide de la "Coordination pour le droit au logement", ont pris possession de logements plus grands et inoccupés depuis longtemps.

Ils ont essayé par différentes démarches d'obtenir un bail, et ils ont payé leur loyer. Si certaines familles ont pu ainsi régulariser leur situation, ces derniers temps il y a cependant eu des expulsions. Jusque-là, les familles expulsées avaient des propositions de relogement.

Mais, samedi 29 novembre, les camions de déménagement, l'huissier et la police étaient à pied d'œuvre, rue Debussy aux Minguettes, pour expulser une famille immigrée de huit enfants, dont la mère est sur le point d'accoucher et qui payait régulièrement son loyer. C'était la date limite, puisque les expulsions sont interdites entre le 1er décembre et le 15 mars. La Coordination, les amis, les voisins sont venus s'opposer à cette expulsion.

La police a embarqué plusieurs personnes. Les négociations ont duré jusqu'à 13 h. Puis la police a chargé et frappé les gens qui étaient devant l'entrée de l'immeuble. Il y a eu cinq blessés, dont des femmes et un enfant handicapé. Puis, dans l'appartement, le directeur de la police du Rhône est intervenu pour dire aux occupants et leurs amis que 300 CRS étaient là et que tout le monde devait sortir, sinon il ferait expulser par la force tous ceux qui n'obéiraient pas à ses ordres. Il a même cru bon d'ajouter qu'on était en 1986 et pas en 1981.

Finalement, tout le monde est sorti. Au passage, quelques membres de la Coordination ont été tabassés par la police en descendant l'escalier. Une promesse de relogement a été faite, mais dans un foyer de transit à Feyzin. Ce ne sera pas un appartement, mais des chambres individuelles, avec une cuisine et des toilettes communes. De plus, les enfants devront changer d'école. Et combien de temps vont-ils devoir loger là ?

Beaucoup de gens s'étaient rassemblés aux alentours de l'immeuble et les journalistes étaient aussi présents. Tout le monde était scandalisé de voir un tel déploiement de CRS pour expulser une famille. De nombreux jeunes ont lancé des pierres sur les CRS. Il faut dire que la présence en force de la police (6 fourgons), avec lance-grenades, boucliers anti-émeute et matraques, avait tout d'une provocation.

La préfecture a voulu visiblement impressionner la population du quartier et montrer aux pauvres que, dans cette société où les riches font la loi, l'Etat est là pour réprimer par la violence.

Correspondant LO

La police "négocie"...
...puis charge.

VIVE LA LUTTE DES ÉTUDIANTS ET DES LYCÉENS

C'est le gouvernement qui fait les lois, mais c'est la rue qui les défait !

Les lycéens et les étudiants n'ont pas encore gagné. Mais ils ont déjà remporté une victoire morale.

Le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, voulant sans doute faire preuve d'autorité, s'est aventuré à dire que c'est le Parlement qui fait la loi, pas la rue.

Tout d'abord, Pasqua a prononcé une contre-vérité. Le Parlement est un Parlement-croupion. Le gouvernement actuel, qui a la majorité absolue à la Chambre, se méfie de ses propres députés. C'est le gouvernement lui-même qui impose ses projets de loi et obtient carte blanche de la part de ses députés. Et la Chambre des députés, celle qu'on dit des "élus du peuple", elle, ne pèse pas lourd.

Cela dit, les jeunes ont montré que si la rue ne fait pas les lois, elle peut les défaire, ou les changer. Elle peut obliger, pour le moins, un ministre à refaire sa copie...

Les jeunes ont déjà fait reculer le gouvernement. Ils l'ont ridiculisé. Ils ont fait bafouiller Devaquet. Ils ont fait perdre son assurance à Chirac. Pour cela, ils n'ont pas eu à se soucier des bulletins de vote. Ils y sont parvenus par la confiance qu'ils ont eue en eux-mêmes ; par l'esprit de décision avec lequel ils ont étendu leur mouvement ; par l'assurance avec laquelle ils ont mis tout le monde devant le fait accompli. Ils y sont parvenus simplement avec la force de leur nombre dans la rue, par le nombre de ceux qu'ils ont voulu et réussi à mobiliser.

Car ce sont les gens mobilisés, ceux qui sont capables de descendre dans la rue, qui comptent. Pas ceux qui se contentent de voter !

Et ces jeunes qui se méfient des appareils politiques comme syndicaux, qui n'ont bien souvent pas eux-mêmes le droit de vote, ont montré en l'espace de deux semaines la meilleure façon de faire de la politique. Ils ne se sont pas inclinés devant les urnes. Mais leurs slogans irrévérencieux, repris par des centaines de milliers d'entre eux, ont pu faire plus que des mois, voire des années, de débats parlementaires sur les modalités d'entrée à l'université. Ils ont pu faire plus que les sempiternelles manifestations syndicales sagement programmées à l'avance : ils ont fait reculer le gouvernement sur un projet de loi.

Les travailleurs peuvent faire reculer ce gouvernement favorable aux riches et dur aux pauvres de la même façon. Les jeunes ont non seulement donné l'exemple, mais ils ont ouvert la voie.

Car si les jeunes sont capables de faire reculer le gouvernement sur cette loi Devaquet, cela signifie que les travailleurs, plus nombreux, plus forts, jouant un rôle dans la société bien plus décisif que les étudiants et les lycéens, pourraient le faire reculer encore plus, sur les points qui leur tiennent à cœur : sur le droit au travail, sur le droit à une vie décente pour tous ceux qui travaillent, pour tous ceux qui vivent de leur travail, manuel ou intellectuel. Oui, la voie ouverte par la jeunesse peut donner aux travailleurs, dans un avenir qui est peut-être proche, des moyens de mieux se défendre.

Les étudiants viennent de montrer que les grèves qui font peur au gouvernement, ce sont les grèves qui s'étendent. Ils ont montré qu'on peut déclencher une grève dans une université de la périphérie parisienne et qu'ensuite les premiers grévistes peuvent aller s'adresser et mettre en grève les autres facultés ; et qu'une fois la grève des étudiants bien démarrée, ils peuvent aller mettre aussi les lycées en grève, et faire en sorte que, de proche en proche, la grève s'étende comme une traînée de poudre à toute la jeunesse et devienne une force irrésistible devant laquelle le gouvernement est désarmé.

La classe ouvrière, elle aussi, a droit à une accumulation d'injustices contre elle de la part du gouvernement. Seulement, entreprise par entreprise, secteur par secteur ou branche par branche, il n'y a pas de solution. Pas de perspective. L'épreuve de force des seuls travailleurs d'une entreprise contre leur patron est sans issue. Mais si, il y a quelques semaines par exemple, à partir des ouvriers des Chantiers navals, la grève avait gagné de proche en proche tous les autres travailleurs touchés par les menaces de licenciement (et aujourd'hui, tous les travailleurs de ce pays sont menacés), les travailleurs auraient peut-être fait reculer le gouvernement sur son projet de loi sur les licenciements. Ensuite, les patrons y auraient regardé à deux fois avant de licencier. Même pas à cause du changement de loi. Mais à cause du nouveau rapport des forces instauré entre les travailleurs, d'une part, les patrons et leur Etat de l'autre. Patrons et gouvernement sauraient alors qu'il faut être prudent. Exactement comme Devaquet vient de prendre une sacrée leçon politique.

Alors oui, la lutte des étudiants est une lutte qui concerne tous les travailleurs. Par ses objectifs bien sûr, mais surtout par sa démarche et par la façon dont elle s'est déroulée. Les jeunes viennent de montrer la façon dont on peut devenir vraiment forts. Leur exemple mérite d'être suivi.

Arlette LAGUILLER

LA MANIFESTATION DU JEUDI 4 DÉCEMBRE

"Devaquet, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue!"

Combien étaient-ils à défiler jeudi ? Au moins des centaines de milliers. Déjà, place de la Bastille, au départ, c'était un confluent de plusieurs gros cortèges qui venaient des divers points de rendez-vous.

De la Bastille jusqu'au quai de La Rapée, le fleuve se divisait en deux bras, de part et d'autre du canal-port de plaisance. Chaque moitié du cortège voyait l'autre moitié, et on se disait : *"Ça va, on est nombreux !"*. Et puis ensuite, cela coulait rapidement durant des heures jusqu'à l'embouchure, sur l'immense esplanade des Invalides. Mais il y avait aussi un cours souterrain : dans le métro, des groupes de manifestants coupaient au plus court pour se rendre aux Invalides. En plein milieu de la manifestation, vers 16 heures, Devaquet était conspué sur les quais du métro Bastille, dans les correspondances d'Opéra. Dans le métro aérien qui passe au-dessus de la Seine entre Austerlitz et quai de La Rapée, les voyageurs étaient stupéfaits du cortège qui continuait à couler sur le pont d'Austerlitz. La manifestation était commencée depuis plus de deux heures, et elle paraissait intarissable...

Quand le métro aérien passait, vers l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, les manifestants applaudissaient. Et nombre de voyageurs agitaient les mains. Le grand centre EDF situé à peu près en face de la gare d'Austerlitz avait sur ses vitres des lettres *"solidarité"* et les employés saluaient les manifestants.

Et partout sur les trottoirs, les spectateurs, les commerçants, qui avaient laissé boutique ouverte, sympathisaient avec l'immense cortège des jeunes.

Dans le cortège lui-même, les banderoles se succédaient dans le plus grand désordre, ce qui n'avait strictement aucune importance : un peu de facultés parisiennes, un peu de lycées, un peu de province, puis de nouveau les universités parisiennes, et quelques LEP, par-ci par-là. Des postiers du tri Austerlitz au milieu de tout cela.

Comme le jeudi d'avant, c'était toujours Devaquet qui avait la vedette des slogans et des banderoles. Et quand toute la jeunesse du pays se jette sur les noms de messieurs Devaquet et Monory, elle arrive à les faire rimer avec à peu près n'importe quoi ! Les slogans "classiques", ceux du jeudi d'avant et de bien d'autres manifestations étaient quand même ceux qui avaient le plus de succès : *"Devaquet, ta réforme, si tu savais où on se la met... Au cu... Au cu... Aucune hésitation !"* et *"Devaquet, t'es foutu, la jeunesse est dans la rue !"* avec des variantes locales : *"Même Assas est dans la rue !"* (Assas, c'est la fac de droit de Paris, réputée à droite !) ou encore : *"Les Lyonnais sont dans la rue !"* et pour synthétiser tout cela, entendu au passage des Marseillais : *"Devaquet, t'es foutu, toute la France est dans la rue !"*.

Ici une banderole des lycéens de l'Ariège faisait savoir : *"Si Coluche était là, il aurait construit des facs du cœur"*. Un étudiant ou un lycéen portait tranquillement sur l'épaule un vieux balai, destiné sans doute à Devaquet. Un parent d'élève avait sa petite pancarte personnelle : *"Je suis manipulé par mon fils. Bravo les jeunes !"*.

A l'arrivée, sur l'esplanade des Invalides, il y avait deux surprises pour bien des manifestants. D'une part, tous les accès qui peuvent conduire à l'Assemblée nationale étaient barrés par des policiers ou des CRS. Et des grands cars de police étaient serrés les uns contre les autres au milieu des rues et sur le quai, face aux manifestants, pour interdire tout passage. Le pont Alexandre III était également bloqué.

Le second sujet d'étonnement était la présence sur la pelouse d'un podium, d'une énorme sono (des tonnes de matériel) qui diffusaient de la musique enregistrée un peu avant la venue des manifestants, et qui s'est ensuite mise en sourdine à l'arrivée du cortège, mais qui faisait un peu figure de piège à musique pour calmer les manifestants sur l'esplanade, tandis que la police essayait d'empêcher l'accès vers l'Assemblée.

Vers 19 heures, des étudiants sont allés demander aux gens du podium de la mettre en veilleuse, car *"on n'est pas là pour faire de la musique"*.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore de quelle façon s'est achevée cette manifestation. Mais nous savons que Monory, comme il l'avait promis, a bien reçu une délégation des manifestants, après avoir reçu d'ailleurs auparavant une délégation d'étudiants non-grévistes.

Et Monory a répondu "non" à la demande de retirer le projet Devaquet. Il a proposé d'amender le texte sur un certain nombre de points, comme Chirac l'avait d'ailleurs annoncé dans son interview télévisée. Le gouvernement refuse donc d'accéder à la demande des étudiants et lycéens.

Ceux-ci vont donc décider demain vendredi dans leurs assemblées de la suite à donner au mouvement. Les politiciens, les Monory, Devaquet, Chirac et consorts espèrent qu'ils se lasseront.

Mais les jeunes, qui avaient l'air joyeux et bon enfant dans la manifestation, sont aussi très déterminés. Ils ne sont pas naïfs. Et jusqu'à présent, les politicards n'avaient pas eu, avec eux, le dernier mot...

André VICTOR

Les jeunes en lutte s'adressent aux travailleurs

Les sondages l'affirment : la majorité de la population est favorable au mouvement des étudiants et des lycéens. Et cette majorité devient écrasante dès lors qu'il s'agit de personnes ayant un enfant lycéen.

Mais rien ne vaut les contacts personnels : étudiants et lycéens, dans le cadre de la préparation de la manifestation du jeudi 4 décembre, ne se sont pas contentés de confectionner leurs banderoles ou d'obtenir de la SNCF des tarifs spéciaux pour pouvoir venir de province à Paris ; ils ont aussi, dans un certain nombre de facultés et de lycées, tenu à s'assurer la sympathie de la population en allant la trouver pour expliquer leur mouvement. Ici ou là, ce fut le travail des "commissions de popularisation" ; le plus souvent, cela s'est fait, tout simplement...

Des lycéens de Massy à la gare de RER de la ville, des lycéens de Racine à la gare Saint-Lazare, de Victor-Duruy au métro Saint-François-Xavier : partout, *"l'accueil était sympa"*. Et, si la plupart des gens tenaient à dire aux jeunes *"Votre grève, je suis pour, il faut continuer"*, d'autres y allaient de réflexions plus politiques : *"Tout ce qui tape contre le gouvernement, c'est bon..."*.

"Plus ils étaient ouvriers, plus ils étaient sympa", commentait un jeune allé à la gare de Massy. Même son de cloche à Saint-Lazare : *"C'est chez les travailleurs que nous avons rencontré le plus de solidarité"*. Un certain nombre de jeunes auront d'ailleurs pu le vérifier en se rendant aux portes d'entreprises. Les travailleurs de Chausson-Gennevilliers, de la SAT (Paris 13e), de Massey-Ferguson (Beauvais), de Thomson-Courbevoie, de Thomson-Saint-Denis, de Renault-Billancourt, de divers centres PTT, de certains ministères ont ainsi reçu la visite de jeunes : ici à une quinzaine, là à une dizaine, les jeunes étaient venus aux portes de leur entreprise chercher le soutien des travailleurs. Parfois, comme dans le cas de ce centre de tri PTT, ils étaient venus avec les mêmes méthodes que lorsqu'ils vont de lycée en lycée : les grilles étant fermées (il était plus de dix heures du matin et tout le monde était au travail), ils les ont tout simplement... escaladées et ont pénétré à l'intérieur même du centre, laissant le directeur sans voix !

Jamais d'hostilité. Tout au plus, parfois, quelques réflexions désabusées : *"Vous n'avez pas de loyer à payer, vous"*. Mais, dans l'ensemble, les jeunes ont trouvé un bon accueil auprès des travailleurs. A l'Oréal (Aulnay), un délégué CGT avait dit au patron du café en face de l'usine de payer un café à tous les jeunes sur son compte... Et deux ouvriers du Livre présents y allaient de deux grands plats de frites payés sur le leur. Au ministère des Affaires sociales, des syndicalistes CGT et CFDT invitaient les jeunes venus discuter à la cantine à y manger.

Pour les travailleurs, et un certain nombre de jeunes, le lien entre l'action des lycéens contre un projet de loi les attaquant et les attaques contre la classe ouvrière était vite fait. Et aux *"C'est bien, continuez, il faut aller jusqu'au bout"* que les jeunes ont pu entendre un peu partout, s'ajoutaient des réflexions concernant les travailleurs : *Ça fait du bien de voir qu'il y a des gens qui font grève aujourd'hui" ; "Il faut le mettre à genoux, ce gouvernement"*, ou encore. *"Il faudrait qu'on s'y mette aussi"*... A l'Oréal (Aulnay) les travailleurs avaient remarqué que Chirac n'en menait pas large : *"Il chiait dans son froc"*, résumait une ouvrière... Pour un militant CGT de Renault-Billancourt, par leur mouvement, les jeunes montrent la nécessité de la lutte aux travailleurs, tandis qu'un autre pense que le mouvement des jeunes redonne déjà le moral aux travailleurs ; et d'attribuer, à tort ou à raison, un débrayage dans l'usine au contexte nouveau. A Thomson-Saint-Denis, les jeunes ont raconté la manière dont ils s'étaient organisés (comités de grève élus) s'attirant la réflexion d'un travailleur de l'usine : *"On pourrait prendre des leçons"*.

Un travailleur de Renault-Billancourt a encouragé les jeunes à aller à la porte des entreprises ; *"C'est bien de venir devant l'usine, il faut aller en voir d'autres et, si cela se fait partout en France ce sera très bien !"*.

Et, pour finir, partout, les lycéens et les étudiants ont rencontré des travailleurs leur assurant que, jeudi, ils seraient à la manifestation.

Entendu dans les entreprises

Le mouvement de la jeunesse étudiante et lycéenne est commenté avec sympathie dans les entreprises. Dès le début du mouvement, les slogans improvisés par les jeunes ont fait rire de bon cœur. La tête des ministres à la télévision a suscité bien des commentaires ironiques, avec le sentiment que le gouvernement perdait beaucoup de son assurance.

De là à ce que les travailleurs en concluent qu'ils n'ont plus qu'à s'y mettre à leur tour, c'est autre chose, bien sûr.

Mais les travailleurs suivent l'évolution du mouvement. Beaucoup observent attentivement la façon dont il est mené, indépendamment des appareils politiques et syndicaux, comme cet ouvrier de l'usine Rateau, à La Courneuve (dans la banlieue parisienne) qui résume le mouvement de la façon suivante : "Les étudiants, ils n'ont eu besoin de personne. En quelques jours et hop, 500 000 dans la rue. Et puis vachement organisés. Alors que les syndicats, il leur faut des semaines pour se joindre, discuter et préparer quelque chose".

En tout cas, le moral de bien des travailleurs a nettement remonté devant le déroulement de ce mouvement de la jeunesse. Et bien des choses qui semblaient impossibles hier le paraissent déjà un peu moins aujourd'hui.

Mais commençons par ceux qui restent sceptiques, et chez qui la résignation garde le dessus. Car même si dans les discussions ils étaient le plus souvent très minoritaires, il se trouvait toujours quelques travailleurs qui, tout en reconnaissant que "les jeunes ont du culot", *objectaient :* "C'est facile de se battre quand on n'a pas une famille à nourrir", *ou bien* "eux ne perdent pas d'argent", "eux ça ne leur coûte rien"...

Plus facile de lutter pour les jeunes ? C'est à voir. Après tout, eux, c'est toutes leurs paies à venir qu'ils risquent, quand ils rompent la discipline du lycée ou mettent en jeu leurs examens de l'année en se mettant en grève. Et avant que leur mouvement prenne de l'ampleur, il a bien fallu que certains aient le courage de commencer les premiers...

Mais justement, c'est la qualité de la jeunesse : elle ne calcule pas. Et si nous, travailleurs, calculions moins à notre tour, en n'acceptant plus la comptabilité des patrons, c'est toute la classe ouvrière qui s'en trouverait beaucoup plus forte.

En fait, dès la semaine dernière, les réactions étaient le plus souvent favorables, et le sont devenues de plus en plus au fur et à mesure que le mouvement a pris de l'ampleur.

Voici quelques réactions parmi d'autres relevées par nos camarades d'entreprises autour d'eux :

PEUGEOT (à Dijon) : "SI ON FAIT GRÈVE, IL FAUDRA FAIRE COMME EUX..."

Après discussion sur le mouvement des jeunes, un ouvrier disait : "C'est le peuple qui décide et si ça magouille à la direction du comité, on l'enlève, on prend sa place, on en met un autre volontaire ; si à Peugeot on fait grève, c'est ce qu'il faudra qu'on fasse". **Un autre :** "Si on avait fait ça en 68, on ne se serait pas fait baiser". **D'autres :** "Comme ça n'est pas les syndicalistes qui commandent, tout le monde est à égalité", **et ils ont convaincu ensuite un délégué FO qu'avec le comité de grève, c'était la seule façon que** "le peuple ait le pouvoir"...

A l'aire de repos, commentaires, le vendredi 28 novembre, sur les journaux du jour. Les gens n'en revenaient pas du monde sur les photos. Après quelques minutes de discussion, les ouvriers disaient que nous serions les rois si nous faisions comme eux. Tout le matin, ça discutait, tout le monde très content, même un chef : "Ils ont raison, cette loi, c'est la goutte d'eau, il faut qu'ils se défendent".

• SÉCURITÉ SOCIALE à la CRAMIF (Paris)

La semaine dernière les employés réagissaient de façon sympa face au mouvement étudiant et lycéen, mais sans plus. Par contre, regain d'espoir dans tous les milieux militants, notamment PCF.

• AUX PTT LES ANCIENS DE 68 ET DE 73

TRI PLM. (Paris)

Nombreuses discussions. Les postiers voient les grèves et les manifestations d'un bon œil. Que le gouvernement ait reculé fait plaisir. Mais les travailleurs ne croient pas vraiment qu'ils pourraient s'y mettre aussi et faire à leur tour reculer le gouvernement : "On n'est pas encore prêts". **Mais au fil des jours la sympathie augmente.**

INTER-ARCHIVES (Paris)

Les gens étaient contents, surtout de la tête de Devaquet et Monory à la télé, qui reculent devant le mouvement. Les anciens de 68 en rediscutent et certains espèrent. Les anciens lycéens racontent les mouvements qu'ils ont faits.

PTT-JOLIET (Dijon) "VOUS N'AVEZ QU'A FAIRE COMME EUX !" : AUSSITÔT DIT, AUSSITÔT FAIT.

Lorsque les étudiants sont passés devant la poste, les gens des cedex ont ouvert les fenêtres et ont applaudi (ils étaient une quinzaine)...

A la cantine, où les odeurs empestent depuis toujours, les femmes avaient appelé un syndicaliste CGT du CE, qui leur a dit en arrivant, plutôt à la légère : "Vous n'avez qu'à faire comme les étudiants. Faites grève". **Aussitôt dit, aussitôt fait. Elles se sont enfermées dans la cantine. Huit se sont mises en grève...** "Ça y est, nous revoilà en 68, ça démarre de partout..." **se disaient des travailleurs entre eux.**

• ASSURANCES GROUPE MALAKOFF (Paris) : "NOS FILLES ONT RAISON"

Discussions nombreuses. Une fille de gauche : "Mes filles, 15 et 16 ans, font grève à leur lycée. Je leur en ai parlé en leur disant que j'étais pour. Ce que je voudrais, c'est qu'elles aillent aux assemblées pour apprendre à s'organiser pour se défendre". **Une autre femme fait signer la pétition que lui a donnée sa fille en IUT à Saint-Denis, contre la loi Devaquet.**

• RENAULT BILLANCOURT "AUX JEUNES DE PRENDRE LA RELÈVE".

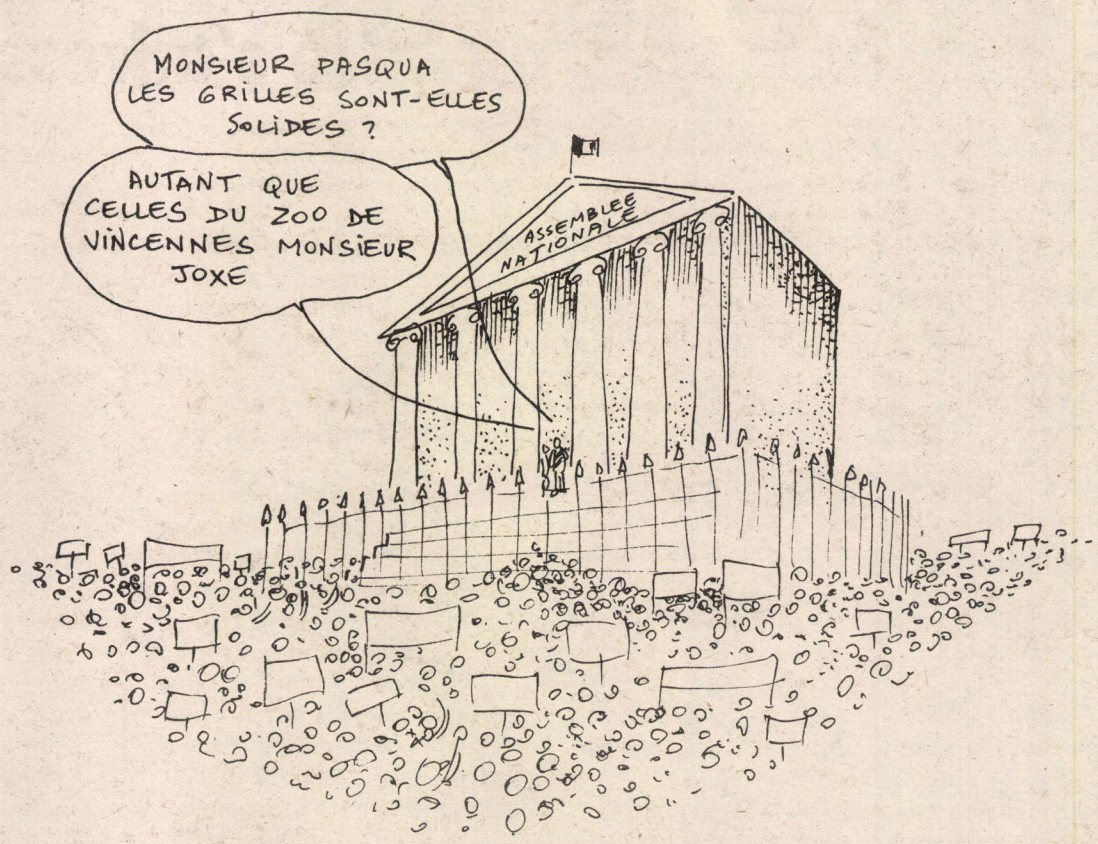
Dans un secteur, les anciens de 68 sont contents : "Ce n'est pas 68, mais ce n'est pas mal". **Un travailleur proche du PC a une fille à Nanterre, qui participe au mouvement : il est à fond avec elle, disant qu'elle avait eu une bonne éducation !** "C'est aux jeunes de prendre la relève" **dit-il.**

Des professionnels trouvent que les étudiants ont raison, mais sur le fait qu'il faudrait que nous fassions pareil : "Les syndicats ne s'entendent pas, et n'en ont pas envie". **Quand on répond que les étudiants, eux, n'ont pas eu besoin de syndicats, qu'ils font des comités de grève et dirigent le mouvement à partir de là, les mêmes sont d'accord :** "C'est vrai. S'ils le font, on peut aussi le faire".

• CHAUSSON (Asnières) CONTENTS DU SUCCÈS DE LA MANIF

La lutte des jeunes est bien vue, "mais les ouvriers ne peuvent pas faire pareil" **disaient certains. Mais le vendredi 28 novembre, le moral était déjà monté d'un cran. Les ouvriers étaient contents de la manifestation de la veille et discutaient facilement de ce gouvernement faible, de la sélection dans les lycées et surtout des lycées techniques et des LEP, à cause de leurs enfants.**

Le pouvoir de la rue



Le lendemain du 27 novembre, le journal *Le Monde* rendait compte de la manifestation des jeunes de la veille. Un de ses reporters était là, notamment quand les jeunes arrivèrent devant les grilles de l'Assemblée nationale. Logique : on leur avait dit que c'était là que devait se discuter une loi dont ils ne veulent pas. Seulement à en croire le reportage du *Monde,* cette visite au "sanctuaire" de la "démocratie" française n'avait rien de respectueux : les jeunes étaient partout, bloquant toutes les issues, à la fois goguenards et en colère. A l'intérieur du Saint des Saints, les députés n'en menaient pas large.

Dans la cour, face au Pont de la Concorde, mais derrière les grilles, certains députés sont là. Les quolibets fusent : *"Nous voulons parler à un député de droite"*, scandent les jeunes. Un certain Gantier, de l'UDF, rapporte *Le Monde, "s'approche, jette un coup d'œil et rebrousse chemin"*. Plus courageux, mais pas téméraire, Fèvre (UDF) *irait parler aux jeunes"* s'il était *"à la place de M. Devaquet"*. Seulement comme il n'y est pas...

Mais côté trouillomètre, l'ambiance était plutôt à l'Union sacrée : *"Si cela tourne mal, il n'y aura aucun périmètre de sécurité"*, lançait Philippe Bassinet du Parti socialiste. Avait-il oublié que son parti n'était pas visé, en principe, par les manifestants, n'étant théoriquement pas solidaire de la loi Devaquet ? Deux autres parlementaires socialistes, drapés dans leur dignité, enlevèrent prestement leur écharpe tricolore, sous les huées des jeunes, quand commencèrent à voler des œufs. *"Nous venons essayer de calmer les esprits ; on nous a dit qu'il y avait quelques débordements"*, expliquait Queyranne, un responsable du PS, dont le journaliste du *Monde* raconte qu'il était *"un peu tendu"*. Parfait dans son rôle de prédécesseur de Pasqua, l'ancien ministre socialiste de l'Intérieur, Joxe, s'étonnait que la police ait laissé *"ces jeunes venir si près. Je n'ai, bien sûr, rien contre eux ; ce que je crains, ce sont les risques de provocation"*.

Tendus et inquiets, de nombreux parlementaires l'étaient sans aucun doute. Certains, bêtement, parce qu'ils se croyaient menacés personnellement par cette foule irrévérencieuse. Mais d'autres, pour des raisons politiques, à droite évidemment, mais aussi à gauche.

Car, forts de la première grande manifestation de la semaine dernière, 200 000 jeunes dans la rue ont contraint le gouvernement, sinon à capituler, du moins à se déjuger et à reculer. La rue a pu ce que les batailles à fleurets mouchetés des députés, ce fin du fin de la "démocratie" parlementaire, sont bien incapables de faire.

200 000 jeunes mobilisés dans la rue ont réussi à s'opposer à ce qui ne leur plaît pas, alors que "l'opposition" parlementaire, représentant théoriquement des millions d'électeurs, est impuissante, le sait... et s'en satisfait.

Le pouvoir réel n'est pas à l'Assemblée nationale, mais dans les hautes sphères de l'Etat, dans les conseils d'administration des grosses sociétés, aux mains de gens que la population n'est jamais appelée à élire. Le Parlement, lui, n'est là que pour tenter de camoufler cette réalité. Seulement le paravent parlementaire est si mince que l'on voit à travers. Et c'est bien pourquoi, les acteurs de cette comédie "démocratique", les "élus de la nation" n'en menaient pas large lors de cette manifestation qui venait y voir de trop près à leur goût.

Jean-Jacques FRANQUIER

Les états d'âme de Devaquet

Le Monde du 4 décembre dressait un portrait d'Alain Devaquet, le ministre délégué chargé de la Recherche et de l'Enseignement supérieur que des centaines de milliers de jeunes ont fait sortir de l'anonymat en le clouant au pilori...

D'où il ressort que Devaquet n'est pas celui qu'on croit. *"Pour certains, au RPR, je passe pour un homme de gauche. Mais, pour l'UNI, par exemple, on est de gauche si l'on n'est pas à la droite de Gengis Khan"*, explique-t-il. L'UNI, c'est un syndicat étudiant proche de l'extrême-droite, dont le vice-président occupe le poste de conseiller pour l'Education de Chirac. Et ces gens sont *"capables de faire téléphoner trente personnes de suite au même interlocuteur pour répéter le même message"*.

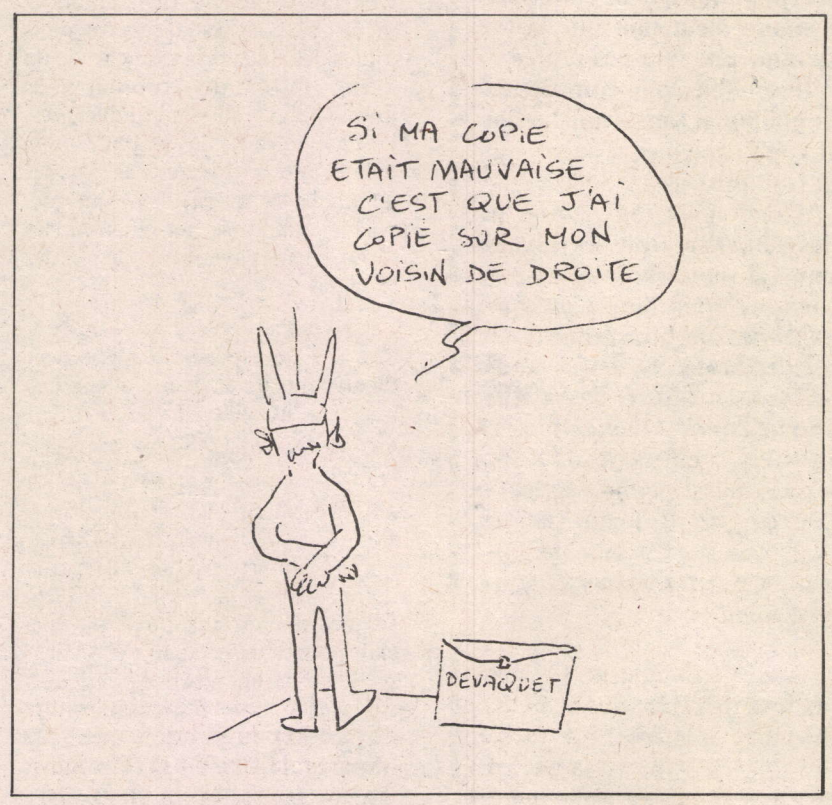
Alors, que s'est-il-passé pour le fameux projet de loi qui porte son nom ? Eh bien l'entourage de Devaquet explique que toutes les dispositions contestées par les étudiants ont été arrachées par les "ultras". Ce n'est pas Devaquet lui-même qui le dit, mais il se débrouille pour que ça se sache. Car lui, voyez-vous, il est pour l'égalité et s'était opposé à la modulation des droits d'inscription... Ce qui ne l'empêche pas, officiellement, de dire le contraire...

Bref, quand Devaquet dit noir, vous êtes priés de comprendre qu'il pense blanc. Le projet de loi c'est pas sa faute, c'est celle de ses ultras !

En quoi il a effectivement tout du ministre "de gauche", tel qu'on a été habitué à les voir pendant cinq ans ! Eux pensent que... Mais vous comprenez bien qu'il faut qu'ils tiennent compte de... On ne fait pas ce qu'on veut, n'est-ce pas, c'est-à-dire qu'on agit à droite, toujours plus à droite.

Eh bien, tant pis pour les états d'âme des Devaquet. Ce qu'on juge, ce sont les actes, le courage qu'on a, ou qu'on a pas ! Rien n'obligeait Devaquet à signer le projet. Rien n'interdisait à Devaquet de se désolidariser du projet gouvernemental s'il le jugeait condamnable. Il ne l'a pas fait. Alors... Devaquet au piquet quand même !

J.-J. F.



DANS NOTRE COURRIER

"La lutte ne continue pas, elle commence"

Camarades,

Si le mouvement actuel des écoles est mu par la crainte d'un avenir bouché, c'est-à-dire sans travail y compris au niveau des collèges d'enseignement technique (qui ont été rebaptisés LEP, lycées d'enseignement professionnel, depuis plusieurs années, NDLR), c'est à mon avis le moment de lancer l'idée de recensement des outils et besoins, un plan industriel pour les travailleurs ou les futurs travailleurs.

Si les assemblées des CET et lycées techniques comprennent, on peut leur proposer d'aller faire débrayer les entreprises petites et grandes sur ce thème, et joindre des cortèges ouvriers aux manifestations actuelles, et faire reprendre ces préoccupations par l'ensemble du mouvement (...).

On peut aussi avancer l'idée de bloquer les avoirs capitalistes avec l'aide des employés de banque et les employés d'usines, pour pouvoir disposer de salaires pour les futurs embauchés.

A mon avis c'est le moment d'en parler ou jamais.

Le discours envers le CET peut être : il ne suffit pas d'aller à l'école, il faut avoir un travail. Il faut redémarrer toutes les usines et réorganiser la production avec les ouvriers pour que tout le monde ait un emploi.

Pour les lycées et les facs : être un bon étudiant ce n'est pas seulement étudier comme un bœuf sans regarder où on va, ce n'est pas collectionner les diplômes pour aller au chômage...

Il faut réorganiser la production avec les ouvriers pour supprimer le chômage.

La lutte ne continue pas, elle commence.

J.P.D. Villeurbanne

Comme toi nous pensons que les solutions aux problèmes de la jeunesse et celles des problèmes des travailleurs sont liées, et que les uns et les autres ont un rôle à jouer pour que la société s'organise sur d'autres bases et supprime un fléau comme le chômage.

Le mouvement des étudiants et des lycéens, sur le terrain qu'il s'est choisi jusque-là, le retrait de la loi Devaquet, ouvre déjà une brèche dans la politique du gouvernement et met les travailleurs en situation plus favorable à son égard. C'est pourquoi les travailleurs ont tout intérêt, autant que les jeunes, à ce que ceux-ci obtiennent la victoire et fasse reculer le gouvernement. Et il est également vrai que les jeunes, qui ne veulent pas de l'avenir bouché que leur offre aujourd'hui la société, ont tout intérêt à se lier à la classe ouvrière, cette classe qui par son rôle dans l'économie et dans la société est seule à disposer des moyens de les transformer en profondeur.

Vive la lutte des étudiants

Extraits de notre exposé sur le mouvement étudiant et lycéen, lors du Cercle Léon Trotsky du 28 novembre dernier.

(...) Les jeunes veulent la peau d'une loi. Ils sont en mouvement parce que cette loi Devaquet vient se rajouter au chômage, aux p'tits boulots, à la crise, à la bêtise qui n'a d'égal que l'arrogance des ministres et des politiciens de la bourgeoisie. Ils sont en mouvement parce qu'il y a le racisme, aussi. D'où le slogan : *"Devaquet, Monory : un charter pour le Mali"*.

Et puis les jeunes n'aiment pas Devaquet, comme ils n'aiment pas Pasqua non plus. Et ils ne leur pardonnent rien. Ils ne font pas de cadeau. Même si cette réforme des universités prévoit de légaliser ce que Savary et Chevènement, partisans de l'"élitisme républicain", avaient déjà autorisé et favorisé, ça ne fait rien : c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Alors ce vase a débordé. L'agitation a commencé dans certains universités, à l'initiative de l'UNEF-ID (Union Nationale des Etudiants de France — Indépendante et Démocratique). C'était jusqu'à présent un petit syndicat, un des deux bouts de l'UNEF, dirigé par des ex-militants du PCI passés tout récemment au Parti Socialiste, ou en voie d'y passer ; tandis que l'autre UNEF est animée par le Parti Communiste.

L'UNEF-ID a donc appelé à des mouvements de grève dans certaines facultés, à Caen et à Villetaneuse dans la région parisienne. Ça a marché. Et aussitôt, avant même que le mouvement soit encore très profond dans les universités où il a démarré, ses initiateurs ont cherché avec succès à l'étendre, à d'autres facultés, et à des lycées aussi. Du moins, les comités de grève des facultés ont-ils créé des "commissions lycées" qui avaient charge d'aller prendre contact avec les lycées pour les inviter, si ce n'est à faire grève, du moins à venir nombreux à la manifestation du 27 novembre.

La grève étudiante s'est donc vite étendue, entraînant les lycéens.

L'élargissement de la grève étudiante aux lycées

C'est cette initiative, probablement, qui a si vite élargi et approfondi le mouvement. Les lycéens ont trouvé la bonne tactique : pour faire pièce aux manœuvres de directeurs ou professeurs peu compréhensifs (certains avaient cherché à enfermer les jeunes à l'intérieur, pour les tenir à l'abri de la contagion) ou pour faire pièce aux hésitations de certains lycéens, ils sont allés de lycée en lycée, en utilisant non seulement des arguments et leur salive, mais leur nombre et la force du nombre. Et à trente, quarante, cinquante, cent ou même mille, évidemment, on est plus convaincant.

Et cette irruption des jeunes a marqué le mouvement. Parce qu'elle était plus spontanée et imprévue que celle des étudiants. Plus remuante. Plus bouillonnante. Plus intempestive. Plus "volatile" comme disait un journaliste (...)

Un mouvement mené démocratiquement

Il s'agit d'un mouvement un peu sauvage, explosif, qui fait tache d'huile, de la jeunesse estudiantine. Une grève qui élit démocratiquement des comités de grèves dans toutes les facultés, qui élit de la même façon des coordinations interfacultés ou interuniversités. Une grève qui est dirigée par ceux-là mêmes qui la font, et pas par des appareils "responsables" qui prévoient quand se termineront les mouvements avant même de les engager.

Et c'est là qu'est la force des jeunes. C'est que personne ne pouvait dire quand ils allaient s'arrêter, ni jusqu'où ils allaient aller. Et c'est bien cela qui fait peur au gouvernement.

Cette politique qui consistait à étendre le mouvement, à affirmer qu'il avait besoin d'une direction démocratique, même pas celle d'un syndicat, mais une direction spéciale pour la lutte, éligible et révocable à tout moment, cette politique a été celle des responsables de l'UNEF-ID. Dès le samedi 22 novembre, l'UNEF-ID convoquait des états généraux du mouvement étudiant d'où sortait une "coordination" des représentants des facultés en grève, qui appelait à la manifestation du jeudi 27 novembre et convoquait à nouveau une coordination, à raison de cinq représentants élus par faculté, pour décider, après la manifestation, des suites du mouvement.

A cette coordination tenue le jeudi 27 novembre au soir, il a été décidé les quatre points suivants à l'unanimité moins quelques abstentions :

1) pour la poursuite de la grève générale des universités jusqu'au retrait du projet Devaquet ;

2) pour que les assemblées générales d'étudiants discutent de l'organisation, dès le lundi 1er décembre, de l'occupation de toutes les universités de France ;

3) ils ont lancé un appel solennel à tous les enseignants de France et à leurs organisations pour qu'avec les lycéens, les étudiants et les personnels des établissements, la grève générale de l'Education nationale soit organisée ; et

4) enfin, pour l'organisation d'une manifestation centrale à Paris, le 4 décembre.

Les illusions de la jeunesse, plus réalistes que la résignation

Chirac a parlé longtemps dimanche soir, à une heure de grande écoute sur TF 1, pour s'expliquer, a-t-il dit, et bien se faire comprendre, a-t-il insisté.

Le Chirac qu'on a vu dimanche était bien loin du Chirac qu'on connaissait jusque-là, sûr de lui et de ses arrières. Tout doux, tout gentil, tout compréhensif, ce Chirac-là : *"Nous nous sommes mal exprimés"*, *"Je me suis mal exprimé"*, a-t-il dit...

Qu'est-ce qui l'a ramolli ainsi, ou intimidé à ce point ? C'est bien sûr le mouvement explosif des étudiants et des lycéens.

La jeunesse a basculé dans la fronde et la revendication, et des manifestations comme on n'en avait pas vu depuis des années, alors que personne, absolument personne, surtout parmi les politiciens, ne s'y attendait.

Ce sont ces jeunes, lycéens et étudiants, que Chirac croyait bien pensants et rangés, limitant leurs luttes à celles des ambitions personnelles, gagnés à l'idée que les forts sont faits pour écraser les faibles, qui sont descendus dans la rue contre le gouvernement.

Non, cette jeunesse ne correspond pas à l'idée que Chirac s'en faisait. Elle ne veut pas que les universités soient les succursales des Conseils d'administration. Elle ne veut pas de la sélection par le fric. Elle est généreuse et enthousiaste. Elle est solidaire. Elle n'est pas non plus raciste, tout naturellement, sans problème.

Alors, Chirac est apparu prudent. Il dit qu'il re-rédigera sa loi.

Il n'ose pas dire qu'il espère que ça arrêtera les étudiants.

Alors, ces derniers n'ont pas encore gagné, mais ils ont déjà remporté une grande victoire morale.

Le gouvernement et Chirac ne se risquent plus à les traiter de haut. Le gouvernement n'ose pas employer ses CRS contre eux, pour ne pas envenimer les choses, pas bien certain d'ailleurs que les CRS auraient le dessus !

Manipulés, les étudiants et les lycéens ? Non bien sûr. Au contraire. Ils ne veulent pas qu'on leur impose leurs idées, leurs mots d'ordre, leurs buts. Ils ne veulent pas qu'on leur dicte les moyens à utiliser dans leur lutte. Ils veulent pouvoir décider cela eux-mêmes, démocratiquement, en élisant eux-mêmes leurs propres comités de grève par établissement et des coordinations pour unifier, sur une ville et à l'échelle nationale, l'ensemble de leur mouvement.

On a dit d'eux qu'ils étaient a-politiques, voire anti-politiques. Si on veut dire par là qu'ils ne veulent pas que leur mouvement soit récupéré au profit d'un parti ou d'une organisation contre les autres, eh bien on a raison.

Mais quoi de plus politique que de s'en prendre au gouvernement et de le faire reculer ? Quoi de plus politique que d'avoir, jeudi dernier, manifesté devant l'Assemblée nationale à Paris, et de remettre ça pour jeudi prochain ? Quoi de plus politique que de continuer le mouvement tant que la loi Devaquet ne sera pas retirée ?

Ils sont bien plus compétents en politique, sans avoir besoin de chefs, que bien d'autres qui en font profession !

Alors, nous tous, toute la classe ouvrière, tous les travailleurs, la seule chose que nous pouvons nous dire, c'est que les jeunes ont bien raison.

Et la seule chose que nous puissions souhaiter, c'est que nous tous, travailleurs, ouvriers, employés, nous soyons aussi jeunes qu'eux. Car ça serait quand même bien, que les travailleurs fassent à leur tour reculer ce gouvernement pourri !

Éditorial des bullletins d'entreprise du 1er décembre 1986

et des lycéens !

Alors, évidemment, les travailleurs peuvent s'étonner qu'un syndicat, en l'occurence l'UNEF-ID, animé par des sociaux-démocrates, ait eu cette politique à la fois très offensive et favorable au mouvement jusqu'au retrait de la loi Devaquet, et à la fois démocratique dans sa façon de la conduire.

Au sein du mouvement ouvrier, les sociaux-démocrates, les mêmes ou leurs pères, n'ont pas donné le même exemple et les mêmes habitudes. Généralement, dès qu'un mouvement commence, le syndicat et lui seul se crispe sur sa direction. Et surtout pas de comité de grève ! Généralement aussi, il n'encourage pas à sortir de l'entreprise pour s'adresser aux autres, pour faire gagner le mouvement en le généralisant, ou du moins en tentant de le faire. Cette politique, pourtant, serait bonne pour les travailleurs, autant qu'elle l'est pour les étudiants et les lycéens. Mais non, les dirigeants réformistes ouvriers ne l'ont pas. Les sociaux-démocrates ou les communistes réformistes n'ont pas dans la classe ouvrière la politique qu'ils ont plus volontiers en milieu petit-bourgeois. Comme s'ils faisaient davantage confiance aux petits-bourgeois et à leur spontanéité qu'aux ouvriers du rang. Car ce sont les mêmes qui ont une politique pour une catégorie sociale, la petite bourgeoisie cultivée, et une autre politique pour les travailleurs "incultes". Et le pire, c'est que c'est la classe ouvrière, elle qui aurait tellement besoin d'être aidée, qui a des organisations qui font tout le contraire de ce qui serait bon pour elle !

Cela dit, ce mouvement ne fait peut-être pas le bonheur des dirigeants du Parti Socialiste. Du moins de sa direction parlementaire sur laquelle s'exerce aussi la pression à ne pas accepter le projet Devaquet, même amendé. On sait que les dirigeants socialistes ne veulent pas apparaître comme des gens redevables à la rue de leur pouvoir, ou même de leur influence. Ils sont même plus raisonnables, légalistes, timorés que la droite, car ils estiment avoir plus de gages à donner à la bourgeoisie.

Sous le gouvernement de gauche, la droite avait fait descendre dans la rue toute ce qu'elle pouvait de médecins, pharmaciens, notaires ou curés, et cela avait fait pas mal de monde. Aujourd'hui, même si le Parti Socialiste a mobilisé symétriquement en quelque sorte les troupes enseignantes de la FEN le dimanche 23 novembre, il n'est pas sûr qu'il considère bonnes pour lui de la même façon les manifestations de jeunes. Parce qu'elles n'ont pas le même caractère respectable et rangé.

Mais on ne peut pas assimiler les dirigeants de l'UNEF-ID à la direction parlementaire du Parti Socialiste. Bien sûr, vraisemblablement, on peut penser que les dirigeants du syndicat peuvent faire des calculs. On peut penser que les dirigeants de l'UNEF-ID ont déclenché ce moucement pour renforcer leur syndicat et son appareil, le renforcer évidemment contre l'appareil rival, qui est entre les mains du Parti Communiste. Les dirigeants de l'UNEF-ID pourraient nourrir l'espoir, dans le contexte politique actuel, de créer un syndicat étudiant plus puissant, plus représentatif, avec ce que cela suppose de postes et de places pour ses responsables, qui deviendraient des interlocuteurs valables auprès de l'administration et du gouvernement. C'est vraisemblable. Mais en l'occurrence, dans les faits, il reste que jusqu'à présent, la politique des dirigeants de l'UNEF-ID est restée correcte par rapport au mouvement lui-même. Ils l'ont déclenché, l'ont appelé à s'étendre, à se manifester, et ont affirmé qu'il devait avoir une direction démocratique. Et on peut estimer qu'elle l'a été jusqu'ici.

Lutte Ouvrière et le mouvement des étudiants

Le choix de Lutte Ouvrière, quant à elle, a été d'appuyer totalement ce mouvement, d'y participer, d'en être les militants là où nous le pouvions. Nos camarades étudiants et lycéens ont fait leur cette lutte, pas pour défendre une politique particulière dans cette lutte. Ils ont été les partisans du retrait de la loi Devaquet et, là où ils étaient, les militants ou dirigeants de la lutte pour l'annulation de cette loi. Ils se sont efforcés d'être aux premiers rangs de cette lutte, pour qu'elle s'élargisse et l'emporte. Car un tel succès serait une bonne chose pour le moral des jeunes et leur intérêt, évidemment, mais aussi pour le moral et la situation de la classe ouvrière. Quand un mouvement se développe, pour un ou des objectifs qui lui tiennent à cœur, nous sommes démocratiques à son égard, et notre solidarité à l'égard de ceux qui luttent, dont nous sommes, nous fait reprendre sans réserve ce ou ces objectifs. C'est ainsi que nous concevons notre rôle dans tous les mouvements, du moins ceux dont les objectifs, même s'ils sont limités, nous semblent justes. Et c'est le cas pour ce mouvement contre la loi Devaquet.

Les jeunes ont raison de se mobiliser contre un ministre, même si son projet est une goutte d'eau. Même s'il s'agit d'une injustice parmi tellement d'autres. Mais c'est celle-là qui est ressentie comme telle ! Et puis surtout, si les jeunes font reculer un ministre, une majorité de la Chambre des députés et un gouvernement, eh bien ils auront fait de la politique, et de la bonne politique, quoi qu'ils en disent. S'ils prennent l'habitude de manifester en direction de la Chambre des députés, des préfectures, des ministères quand quelque chose leur déplaît, ce sera une bonne chose. Et si la classe ouvrière suivait l'exemple, ce serait une bien meilleure chose encore. Car, comme disait un travailleur à un camarade, si des gosses leur font peur, à ces ministres, qu'est-ce que ce serait si nous nous y mettions ?

Oui, il faudrait que la classe ouvrière s'y mette. Qu'elle aussi fasse de la politique. Elle surtout. Car c'est elle qui a les moyens, par la grève et la rue, de changer ou défaire les lois. Et pas seulement les lois mais aussi les mœurs de toute la société.

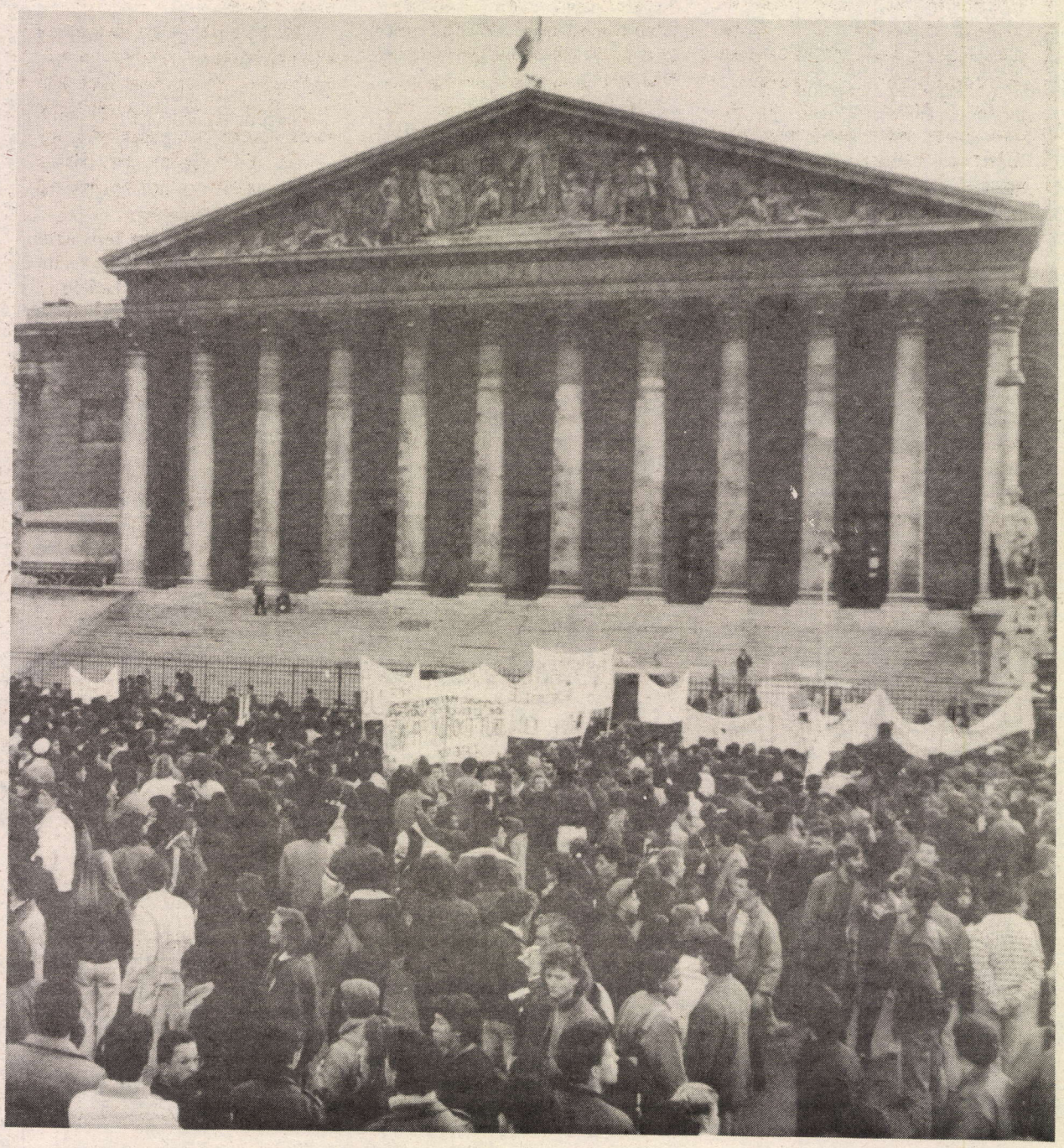
Ces jeunes refusent la politique, disent-ils. Mais cette lutte est de toute façon, objectivement, politique, par ses moyens comme par ses objectifs. Cette jeunesse en fronde contre un projet de loi, que les jeunes le veuillent ou non, elle fait de la politique, et de la bonne politique. Et soit dit en passant quand les jeunes disent craindre toute "récupération", parce qu'ils se méfient des grands partis, de droite mais aussi de gauche, eh bien ils font aussi de la bonne politique !

Alors, contrairement à ce que raconte la droite, les jeunes ne sont pas "manipulés". La preuve, d'ailleurs, c'est que, devant la nécessité de l'élargissement du mouvement pour assurer sa victoire, tout le monde a été d'accord. La coordination étudiante nationale a voté la poursuite et l'élargissement à l'unanimité, toutes tendances politiques confondues. Car tout le monde savait bien que, si quelqu'un se mettait en travers, ça aurait été dommageable pour le mouvement.

Le problème pour nous n'est pas de le "politiser", au sens de lui faire adopter on ne sait trop quelle revendication qui nous ferait davantage plaisir, à nous révolutionnaires. Non, le problème n'est pas de le politiser. Il est politique par essence. Et on peut faire confiance, malheureusement, et à l'hypocrisie du gouvernement, et à la bêtise de la droite et de l'extrême-droite, si ce n'est demain des flics, pour le politiser encore davantage. Car, oui, la lutte pour le retrait de la loi Devaquet est politique. Oui, tout ce beau monde permet aux jeunes de faire leur expérience, et ils sont à un âge où on apprend vite. Et plus vite encore dans la rue que dans les facs !

Alors, tout le monde a fait l'analogie avec 68. Tout le monde, même ceux qui ne sont pas superstitieux, s'est dit que 86 ressemblait à un 68 à l'envers. Et les jeunes eux-mêmes ont même crié, scandé : *"68, c'est trop vieux ; 86, c'est mieux"*...

On verra si ce sera mieux. En tout cas, si c'est mieux que 68, tant mieux. Si c'était vrai, tous les espoirs seraient permis !



INTERNATIONAL

USA

Reagan s'emmêle dans l'Iran-Connection et dans l'affaire des contrats aux contras

Reagan a cru nécessaire le 2 décembre de s'adresser aux téléspectateurs américains pour promettre de *"faire connaître tous les faits"* dans l'affaire des ventes d'armes à l'Iran ayant servi à financer les contras du Nicaragua. Que Reagan ait été cru, c'est une autre affaire. Il avait d'abord reconnu les ventes d'armes à l'Iran, ce qui avait déclenché le scandale puisque le Congrès américain les avait interdites. Puis il avait nié, quand de nouvelles révélations de la presse avaient montré que ces ventes avaient servi à subventionner les contras au-delà de ce qu'avaient autorisé les parlementaires américains.

Reagan avait alors joué les "innocents" : *"Je n'étais pas totalement informé"*, avait-il déclaré à des reporters le 25 novembre ; c'était les Israéliens qui *"gonflaient les prix"* des armes qu'ils vendaient à l'Iran et qui *"plaçaient apparemment l'argent sur des comptes en banque des dirigeants des contras"*. Mais, promis, juré, *"nous* (le gouvernement US) *n'avons pas fait passer d'argent"* aux contras.

Si Reagan prétendait ne pas être "totalement informé", les Iraniens, eux, l'étaient apparemment mieux que lui. Et ils se sont fait un plaisir d'expliquer où, quand et comment avaient été négociées les livraisons d'armes (pour 100 millions de dollars, et non pas 12 comme le prétendait Reagan) avec des dirigeants américains dûment mandatés par Reagan et membres de son Conseil national de sécurité.

Reagan peut bien promettre maintenant de révéler "tous les faits", il y a peu de chances qu'il convainque grand monde, même s'il a, depuis, lâché en pâture quelques boucs émissaires, tels le colonel North et le vice-amiral Pointdexter, tous deux membres de ce fameux Conseil national de sécurité et grands spécialistes des coups tordus et autres opérations secrètes.

Et depuis, chaque jour qui passe apporte son lot de révélations. L'ancien général en chef au Vietnam, Haig, a expliqué qu'il *"était impossible que de l'armement ait pu être envoyé à l'Iran sans que le ministère américain de la Défense en ait eu connaissance"*. Et le propre ministre de la Justice de Reagan a reconnu que depuis janvier des armes étaient envoyées à l'Iran par la CIA, grâce au soutien technique des Israéliens. En fait, tout cela n'est pas des révélations : les hauts responsables de l'appareil d'Etat américain ne font, après coup, que reconnaître par petits bouts ce qu'ils ne peuvent plus cacher. Et tant pis pour ceux qui auraient cru que le pouvoir appartenait, aux USA comme ailleurs, au Congrès ou aux parlementaires ! Ceux-ci peuvent décider d'interdire telle aide militaire, telles ventes d'armes. Au mieux, cela restera lettre morte, quand ce n'est pas tout simplement destiné à amuser la galerie, à tromper l'opinion publique tandis que les affaires importantes se traitent, elles, à un tout autre niveau : dans l'ombre des commissions spéciales, des Conseils de sécurité et autres centres de décision liés aux services secrets.

UN GOUVERNEMENT "FANTOME" PLUS REEL QUE L'AUTRE

Ce Conseil de sécurité où tout aurait été arrangé entre Pointdexter, North, Reagan et Donald Regan, le secrétaire général de la Maison-Blanche, a son siège — c'est tout un symbole — dans un sous-sol discret situé juste en-dessous du bureau de parade de Reagan. Depuis que l'affaire a éclaté, certains officiels américains et anciens membres de cet organisme ont déclaré à la presse qu'il s'agissait tout à la fois *"d'une CIA-fantôme"* et d'un *"mini-gouvernement"*. Et c'est sans doute exact, s'agissant d'un organisme créé en 1947, aux tout débuts de la Guerre Froide, pour contrôler tous les secteurs stratégiques (diplomatie, armement, services secrets, économie) et dont le Congrès avait prévu dès sa création qu'il n'aurait de comptes à rendre à personne, même pas aux parlementaires lui ayant ainsi laissé toute liberté d'agir, hors de tout contrôle, même formel.

Evidemment, toute cette affaire s'accorde mal avec l'image, maintes fois montée en épingle, de la "grande démocratie" américaine. Et pour cause : en Amérique comme ailleurs, la "démocratie" bourgeoise n'est finalement qu'une fiction. C'est une façade dont le crépi change "démocratiquement" de couleur tous les quatre ou cinq ans, au gré des élections, mais sans que cela change en rien la nature du bâtiment. Car derrière cette façade se trouvent, incontrôlés et à l'abri des regards indiscrets, les véritables organes de décision, ceux qui comptent et dont, habituellement, on n'entend jamais parler, sauf quand éclate un Irangate ou une affaire du Carrefour du Développement.

DES POUVOIRS PUBLICS, MAIS SURTOUT SECRETS

En fait, cette prétendue "démocratie", les hommes politiques de la bourgeoisie américaine (ou d'ailleurs), ils s'en moquent. Leur seul problème est que les électeurs y croient. Et si, aujourd'hui, certains déballent cette affaire sur la place publique, c'est d'abord parce que les politiciens "démocrates" sont ravis de pouvoir embarrasser un président "républicain" après la défaite de son parti au Congrès, le mois dernier. L'enquête "impartiale" qu'ils réclament sur l'Irangate, la "transparence" des agissements publics qu'ils revendiquent, tout ça n'est que du bluff destiné à l'opinion publique, sur fond d'élections présidentielles prévues pour 1988. A moins que Reagan ne tombe avant, victime de cet Irangate, comme le fut en son temps Nixon avec le Watergate.

Dans ces règlements de comptes politiciens, dénoncer les "cowboys" du Conseil de sécurité est de bonne guerre. Mais en attendant, les affaires — celles qui sont sérieuses — suivent leur cours et on a déjà trouvé un remplaçant à Pointdexter à la tête du Conseil de sécurité : un diplomate dont on dit qu'il a le profil voulu, puisqu'il aurait trempé dans nombre d'opérations de la CIA, de l'assassinat de Lumumba au Congo, au Portugal de la "révolution des œillets", en passant par le renversement de Goulart au Brésil ou d'Allende au Chili !

Quant au colonel North, limogé parce qu'il fallait bien faire porter le chapeau à quelqu'un, Reagan a tenu à le présenter à la télévision comme un *"héros national"*. Reagan lui a même téléphoné pour lui déclarer que *"toute cette affaire ferait un bon film"*. Vu les "compétences" particulières de North, ce n'est pas comme espion de série B qu'il se reconvertira quand il quittera l'armée dans dix-huit mois. Les films de série B, c'était bon pour lancer Reagan, du temps où il n'était qu'un petit acteur, et pas encore une vedette du cinéma politicien. North, comme tous ses pareils, lui, a déjà derrière lui toute une longue carrière de James Bond de superproductions, de celles que ne peuvent se payer, justement, que les grands Etats dits "démocratiques".

P.L.

Ci-dessus :
— Un Américain, Eugène Hasenfus, capturé par les forces nicaraguayennes en octobre dernier, alors qu'il livrait des armes aux contras.
Ci-dessous : Reagan. (AFP)

LUTTE DE CLASSE
Au sommaire du N° 5 :

- Guadeloupe :
  les notables à la recherche d'une "troisième voie" vers l'indépendance
- Pologne :
  vers une collaboration entre Solidarité et Jaruzelski ?
- Etats-Unis :
  le déclin des syndicats
- Haïti :
  l'épreuve de force

INTERNATIONAL

LA GUERRE IRAN-IRAK

Les marchands de mort ont trouvé le filon

Coup sur coup, on apprend que tous les pays industriels producteurs d'armements prennent leur part du plus grand marché de mort du moment : la boucherie de la guerre Iran-Irak. Les Etats-Unis livraient secrètement et à tour de bras du matériel à l'Iran, pas seulement pour les beaux yeux de la CIA, de Reagan et des contras nicaraguayens, mais aussi pour gonfler les contrats des fabricants de munitions américains. Israël en faisait autant depuis le début de la guerre. La France n'était pas en reste, alimentant les deux côtés à la fois. Quant à l'Italie, elle a fourni des armes chimiques à l'Irak, comme avant elle l'Angleterre.

LES HÉRITIERS DE KRUPP ET DE DE WENDEL

Voir les trusts capitalistes jeter de l'huile sur le feu, pousser au prolongement d'un massacre qui fait leur fortune, ce n'est pas nouveau. Les familles Krupp, De Wendel et quelques autres du même acabit s'y étaient entendues durant la Première Guerre mondiale, en livrant même du matériel au camp d'en face, histoire de gagner sur les deux tableaux.

Mais on ne peut pas avoir une guerre mondiale en permanence. Alors, pour écouler leurs stocks, pour pouvoir produire en grande série, les marchands de mort ont trouvé le filon : les guerres que se livrent les pays pauvres. Aux très pauvres, on vend les matériels datant de la Deuxième Guerre mondiale et des années 50. Aux moyennement pauvres, on propose les avions des années 70. Et aux plus riches ou aux plus prêts à se ruiner, on livre la panoplie complète du matériel dernier cri. En général le vendeur fournit les instructeurs. L'armée du pays exportateur, bonne mère, détache des démonstrateurs. Après tout, c'est bien normal, puisque la vente a en général été faite au plus haut niveau : au moins par un Premier ministre et, en France, souvent carrément par un président de la République.

Mais le service après-vente ne se limite pas à la démonstration. Le plus important, c'est évidemment la fourniture des pièces en cas de conflit. Au prix fort, bien sûr. Et si cest illégal, c'est-à-dire en fait simplement non officiel, le vendeur gagne encore plus. C'est tout dire.

Alors, on comprend que les fournisseurs américains n'aient pas forcément eu la même vision de la bonne politique à mener en Iran que d'autres. Il y a dix ans, l'Iran du chah absorbait la moitié de toutes les exportations américaines d'armes : ça crée des liens...

Loin derrière les Etats-Unis, viennent l'URSS, qui arme les pays qui sont provisoirement ses alliés, et ensuite la France, troisième exportateur d'armes, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, dont la spécialité est constituée par un ou deux matériels (les avions, pour la France). Enfin, des pays nouvellement producteurs (Israël, le Brésil) tentent de se faire leur trou. C'est ainsi que, lors d'une récente visite du Premier ministre israélien au Cameroun, l'achat de huit avions militaires israéliens a été discuté, au grand dam des avionneurs français qui considèrent le pays comme une de leurs chasses gardées. L'Afrique est mal partie, mais bien armée...

QUAND LES RÉGIMES CHANGENT DE CAMP... ET D'ARMES

L'instabilité des pays du Tiers Monde est une aubaine pour ces rapaces du commerce des armes. Quand un pays allié des Etats-Unis tente de s'éloigner, ou quand une brouille oppose l'URSS à un régime considéré comme pro-soviétique, les gouvernements commencent en général par diversifier leurs approvisionnements militaires. Dans une étude parue en 1981, un spécialiste français écrivait : *"On doit noter que le passage d'un bloc à l'autre dans l'origine de l'approvisionnement de matériel militaire est souvent précédé par une période intermédiaire, dont profitent surtout de moyennes puissances comme la France (cas de l'Irak et de la Libye et de certains pays d'Amérique latine)".*

Vive les périodes troublées et les renversements d'alliances donc, les conflits et les affrontements entre Etats voisins ! Que valsent les gouvernements, pour que dansent les profiteurs ! Qu'on massacre les peuples, plutôt que les prix...

Aujourd'hui, l'industrie d'armements voit ses débouchés se restreindre. Les pays pauvres sont en train de devenir trop pauvres pour continuer à rester des clients aussi intéressants. C'est pourquoi les marchands de mort réclament de nouveaux marchés. L'augmentation spectaculaire des budgets militaires des pays impérialistes sert à remplacer ces marchés défaillants. La rapacité des trusts de l'armement et de tous leurs sous-traitants privés, qui vivent fort bien aux crochets de l'Etat, se cherche de nouvelles occasions de profits. Et pour payer tout ça on réduira la Sécurité sociale au profit de ce qu'ils appellent la sécurité du pays, et qui est celle du capital.

Pierre VERNANT

MOYEN-ORIENT

La France ne vend pas d'armes, elle livre...

Chirac a répété, au cours de *"Mensonges* — pardon — *Questions à domicile"*, qu'il avait arrêté toutes les exportations d'armes à destination de l'Iran et de la Syrie depuis le 16 mars.

Des armes à la Syrie, pour ne citer qu'elle, les industriels de l'armement français continuent pourtant d'en livrer ; et comment ! Il y a un mois seulement, Messmer, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, donc du parti de Chirac, déclarait : *"Après m'être informé aux plus hautes sources, je suis autorisé à indiquer que je suis en état de démentir qu'il y ait eu en cours le moindre projet de vente d'armes à la Syrie. En ce qui concerne l'exécution des contrats passés par le gouvernement Fabius, elle se poursuit simplement, car il n'y a pas de blocus à l'égard de la Syrie"* (*Le Monde* du 30/10/86). Autrement dit, quand Chirac prétend que la France ne vend plus d'armes à la Syrie il joue sur les mots : y a de l'obus !

Voilà pour les contrats dits officiels. Mais il y a tous les autres trafics, non officiels, c'est-à-dire quand les marchands d'armes français se passent des autorisations. Ainsi la société Luchaire avait, sous le gouvernement précédent, fourni des munitions à l'Iran en 1984 et en 1985. *"La direction prise par ces armes n'était pas celle prévue, puisqu'elles sont arrivées en Iran"*, indiquait, faussement naïf, le porte-parole de Chirac, Denis Baudoin. Autre exemple, dévoilé à l'occasion de l'affaire du Carrefour du Développement, celui mettant en cause une société de transit, la TTCI, qui aurait acheté en 1983 des obus et des canons américains destinés au Tchad et finalement livrés à l'Iran. Europe, Amérique, Afrique, Moyen-Orient, ça valse dans tous les sens et les Etats ferment les yeux.

La dernière ? Selon un journal de Cherbourg, trois navires transportant des armes américaines ont fait escale dans le port quelques heures à la fin novembre. Ils auraient transporté des explosifs en provenance des Etats-Unis et à destination de l'Iran. Ainsi, dans le même temps où elle livre très officiellement à l'Irak du matériel en grande quantité (comme les 24 Mirage F1 commandés en septembre 1985), la France fournit aussi le camp d'en face, l'Iran, directement ou indirectement. Et cela dure depuis des années.

Annick JALERIAN

NOUVELLE-CALÉDONIE

Le colonialisme français condamné par l'ONU... et par l'histoire... Reste à exécuter le jugement

La majorité à l'ONU a voté le 2 décembre la résolution combattue par la France condamnant par 89 voix contre 24 la situation coloniale en Nouvelle Calédonie. Cette résolution a bénéficié du soutien, outre des pays du Pacifique qui la présentaient, des ex-colonies, qui sont en nombre aux Nations unies, et des pays de l'Est.

Parmi les grandes puissances occidentales, seule l'Allemagne a apporté son soutien à l'Etat colonialiste français en votant contre la résolution, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, parmi d'autres, s'étant abstenus.

Ce vote est considéré par les indépendantistes kanaks comme un succès politique, dans la mesure où la politique de la France apparaît désavouée par une majorité de pays.

Les représentants de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, qui sont à l'origine de la résolution, se sont vus attaqués par M. de Kémoularia, le représentant de la France, qui leur a opposé le sort des aborigènes dans leur propre pays. Ce qui équivaut à dire que puisque ces Etats se sont conduits de façon indigne à l'égard de ces populations, la France a bien le droit d'en faire autant avec les Kanaks sans avoir de complexes. Un argument qui ressort plus de l'accusation que de la justification de la politique française, et qui ne change rien quant au fond.

Non, la Nouvelle-Calédonie ce n'est pas plus la France que ne l'était naguère l'Algérie. Et même si l'ONU, lors de son assemblée générale, n'avait pas classé ce vestige de l'empire colonial français *"territoire non autonome"*, cela n'aurait rien changé au fait que les Kanaks, à 20.000 kilomètres de l'Hexagone, n'ont pas plus pour ancêtres les Gaulois que les Guadeloupéens ou les Martiniquais.

Ceci dit, la résolution de l'ONU restera sans application pratique aucune. Il n'y aura même pas l'envoi d'un contingent des forces de l'ONU comme la FINUL au Liban, pour camper à proximité des troupes d'occupation françaises. Et Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM, a commenté le vote de la résolution en disant qu'elle ne donnerait à l'ONU *"aucun droit de regard"* sur la politique de la France dans l'archipel, que la France refuserait même l'envoi d'observateurs pour le référendum prévu pour juillet 1987.

Ce référendum doit en principe poser la question de l'indépendance. Mais même en admettant que le problème se pose en ces termes, ce ne sont pas les Kanaks qui décideront réellement. Le vote à la majorité inclura toutes les populations implantées par la colonisation, mêmes les Français de souche les plus récemment arrivés, et noiera les voix des Kanaks parmi celles de tous les petits ou grands privilégiés qui profitent de la situation coloniale du territoire.

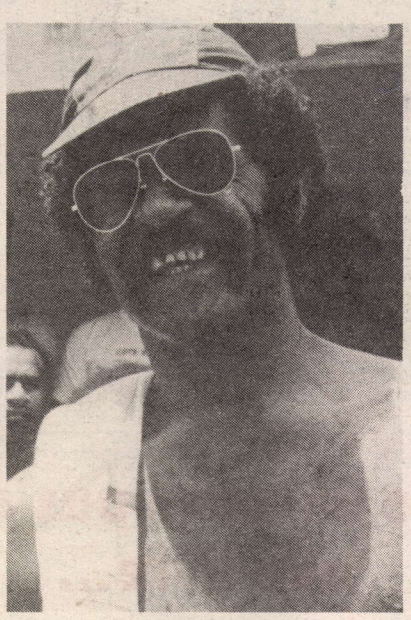
Nous ne sommes plus à une époque où le nickel y représentait une richesse importante, et les plus grosses fortunes qui se sont constituées grâce à la colonisation se sont depuis belle lurette placées ailleurs. Ce ne sont plus que les intérêts apparents d'une population de "petits Blancs" que l'Etat français défend en défendant le statut actuel. Mais ne serait-ce que pour des raisons politiques, pour complaire à un électorat de droite, les gouvernements qui se succèdent s'avèrent incapables de liquider les séquelles colonialistes.

Certes il est difficile à un petit peuple comme le peuple kanak de venir seul à bout d'une puissance comme l'impérialisme français. Mais tant que la situation coloniale demeure, il y aura des Kanaks pour la combattre. Et si le rapport de force leur est défavorable tant qu'ils restent isolés, en alliance avec les autres peuples opprimés du Pacifique, ils ont la possibilité de battre tous les oppresseurs et les exploiteurs de la région, l'impérialisme français compris.

Louis GUILBERT

SUR LA MORT D'ÉLOI MACHORO

Un accroc dans la loi du silence



Un ancien gendarme s'est retouvé sur le banc des accusés à la suite d'un hold-up commis dans l'Aisne. Sommé de s'expliquer sur ce qui l'avait amené à quitter la gendarmerie, il a expliqué qu'il avait été *"incité"* par ses supérieurs à donner sa démission après qu'il eut vendu à *Paris-Match* des photos du cadavre d'Eloi Machoro.

Eloi Machoro, dirigeant du FLNRS, était tombé avec son compagnon Daniel Nonnaro en janvier 1985, en Nouvelle-Calédonie, victimes des tireurs d'élite du GIGN. La version officielle jusqu'à ce jour est que ceux-ci n'avaient voulu que les *"neutraliser"* et qu'ils avaient visé les deux hommes aux épaules.

Mais la version qu'en a donnée l'ex-gendarme diffère quelque peu : *"La gendarmerie devait tuer trois hommes, deux ont été tués". "On nous a demandé de tenir secret et de dire que c'était un accident"*, dit-il. Il n'en a pas fallu plus pour que le président de la Cour décide alors une suspension de séance... L'affaire n'a plus été évoquée ensuite, dit *Le Monde* du 4.12.86.

Resterait-il encore quelque chose à cacher sur les responsables du maintien de l'ordre colonialiste en Nouvelle-Calédonie et sur leurs méthodes?

LIBAN

Chatila camp martyr d'une cause trahie

Un jeune combattant palestinien dans le camp de Chatila.

Une fois de plus, le canon a tiré sur le camp palestinien de Chatila à Beyrouth. Encerclés par les miliciens du mouvement musulman chiite Amal, les Palestiniens ont tant bien que mal résisté aux assauts, depuis un réduit carré qui ne dépasse pas 200 mètres de côté. Ils étaient peut-être 3.000 à l'intérieur, combattants et civils. (Mais être civil pour un Palestinien du Liban, est-ce que cela veut encore dire quelque chose ?)

Cet acharnement de leurs assaillants qui, souvent avec le soutien de l'armée syrienne, s'efforcent de détruire les camps et, durant les trêves, remplacent les assassinats collectifs par des exécutions individuelles, est doublement tragique. D'abord parce que les miliciens d'Amal sont, pour la plupart, comme les combattants palestiniens, des pauvres. Des pauvres aveuglés par le nationalisme qui leur fait voir des ennemis à abattre là où il n'y a que des frères de malheur et de classe. Mais tragiques, ces combats désespérés des Palestiniens le sont aussi pour une seconde raison : parce que c'est la politique nationaliste des Arafat et autres qui les a isolés et qui a fait de leurs alliés potentiels d'hier, les pauvres du Liban, des adversaires aujourd'hui.

Oui, les pauvres Libanais fanatisés par les politiciens et les religieux chiites qui tirent aujourd'hui sur les Palestiniens étaient il y a dix ans des sympathisants de leur cause. Et ils auraient pu devenir leurs alliés si justement la politique des dirigeants palestiniens n'avait pas consisté à refuser toute alliance avec les masses arabes pauvres qui, au Liban, en Jordanie, et dans tout le Moyen-Orient, cherchaient à changer leur sort.

Seulement le but d'Arafat et des autres dirigeants palestiniens, derrière une apparence faussement radicale, était la création d'un Etat palestinien au travers d'une politique qui écartait tout ce qui aurait pu ressembler à un premier pas sur la voie de la révolution sociale au Moyen-Orient.

Les Palestiniens ont suivi les dirigeants qui entendaient limiter leur combat à une lutte nationaliste. Car qu'ils l'aient voulu ou non, de toute façon, les combattants palestiniens inquiétaient les Etats arabes de la région, les bourgeois et les religieux locaux. Et tous ceux-là n'ont eu de cesse avant d'avoir réussi à dresser les pauvres contre les Palestiniens présentés comme un corps étranger. C'est chose faite aujourd'hui. Combien de temps faudra-t-il pour sortir de cette impasse sanglante ? Personne ne peut dire ce que risque de coûter encore aux Palestiniens et aux masses arabes de la région la politique criminelle qui a dressé les uns contre les autres ceux que tout rapprochait.

P.V.

ATTENTATS EN GUADELOUPE

*Coïncidant avec la visite aux Antilles de Bernard Pons, le ministre des DOM-TOM, une vingtaine de bombes ont éclaté en Guadeloupe en fin novembre. Dans son éditorial du 29 novembre 1986, **Combat Ouvrier**, journal trotskyste antillais, redéfinit sa position sur ces attentats. En voici des extraits.*

Les intérêts des pauvres ne sont défendus ni par les modérés, ni par les terroristes !... Leur émancipation viendra de leur propre lutte

"Ces attentats n'ont pas été revendiqués à l'heure où nous écrivons, mais les objectifs visés rendent très probable l'idée que c'est l'œuvre de partisans de l'indépendance. Ces attentats surviennent après que ceux qui en étaient partisans ont annoncé il y a quelques mois qu'ils faisaient une "trêve". De fait, pendant quelque temps, il n'y a pas eu d'attentats en Guadeloupe.

Ce terrorisme a pris naissance il y a près de six ans, avec l'apparition du GLA. Depuis, sous un nom ou un autre, il a continué. L'administration coloniale a cherché à lui donner un coup d'arrêt en condamnant à plusieurs années de prison des militants qui semblaient être liés à ce terrorisme.

Ceux qui posent des bombes invoquent la passivité de la population face à la situation coloniale. Pour eux, celle-ci ne montre pas de façon active qu'elle veut l'indépendance. Alors, ils agissent à sa place, ils ne se posent pas la question de savoir ni pourquoi il n'y a pas de mobilisation du peuple pour l'indépendance, ni s'il n'y a pas d'autres perspectives à offrir. Eux, les terroristes, ils veulent l'indépendance. Cela, à leurs yeux, suffit à justifier qu'ils entreprennent des actions déterminées qui y mènent.

Pour l'instant, les objectifs qu'ils visent n'ont pas provoqué de victimes dans la population. Mais évidemment, par la suite, le risque existe. On l'a vu dans le passé, quand les bombes de la préfecture et d'un bar-tabac de Pointe-à-Pitre ont fait deux morts et des blessés dans la population civile. Mais pour les terroristes, que la population soit d'accord ou pas d'accord avec leurs objectifs, il est normal que celle-ci paie aussi un prix ! Car, pensent-ils, cette lutte doit faire plus tard le bonheur du peuple. Ils se prétendent plus avancés, plus conscients que ce peuple. En réalité, ils le méprisent, ils refusent d'envisager avec lui, dans l'état d'esprit où il est aujourd'hui, dans les conditions d'existence qui sont les siennes aujourd'hui, les étapes qu'il faudrait franchir pour hausser le niveau de la lutte, et pour déterminer des perspectives qui soient vraiment les siennes (...).

Que proposent-ils à la population de faire ? Lui proposent-ils autre chose que d'approuver ou de désapprouver, de les applaudir ou de les huer ?

En tout cas, pour les travailleurs, le problème aujourd'hui est de comprendre qu'ils ont à faire preuve de leur propre détermination sur la base de leurs propres perspectives. Car dans la situation politique qui est celle de la Guadeloupe maintenant, leur sort sera décidé par d'autres, s'ils n'affirment pas eux-mêmes ce qu'ils veulent, et s'ils ne se donnent pas les moyens de faire respecter leur choix.

Les travailleurs n'ont intérêt ni à se croire défendus par les terroristes, quelles que puissent être leurs intentions proclamées, ni par les grands partis réformistes tels que le Parti Communiste et le Parti Socialiste. (...)

Ces partis n'ont rien à proposer aux travailleurs pour l'avenir. Les pleurs, les gémissements contre le terrorisme, ne constituent pas une politique. C'est une autre façon de préparer la population à se soumettre, à l'avenir, devant le pouvoir des notables, en cas d'indépendance, devant les patrons et le gouvernement aujourd'hui, en période d'aggravation de la crise économique.

Les travailleurs constituent une force par le seul fait qu'ils sont des milliers à se rassembler aux mêmes endroits, dans les plantations, dans les zones industrielles, dans les différents lieux de travail. Et ce seul fait, allié à une conscience politique, leur donne la possibilité de jouer un rôle dans tout événement politique. C'est cette conscience politique qu'ils doivent se donner. Elle consiste d'abord à comprendre que leurs intérêts ne sont nullement représentés ou défendus dans aucune circonstance par d'autres qu'eux-mêmes, ni par les indépendantistes modérés ou durs, ni par les terroristes. S'il y a une détérioration économique plus grave, si le chômage continue de croître comme il le fait en ce moment, il est certain que les travailleurs se battront et que leurs luttes se feront à une tout autre échelle qu'aujourd'hui. Elles vont dépasser le cadre syndical et catégoriel actuel, mais aussi le cadre légal fixé par la bourgeoisie. Pour se défendre, pour simplement vivre, les travailleurs devront piétiner les sacrosaints droits de la propriété privée des entreprises et des terres. Ils devront s'en prendre aux biens des riches. A un moment donné, une telle lutte prendra nécessairement un caractère radical. C'est donc aujourd'hui qu'il faut s'en donner les moyens et s'y préparer. Et cela est vrai quel que soit le statut politique de la Guadeloupe. Car si celle-ci devient indépendante, les travailleurs auront aussi à s'affronter au pouvoir des riches et des notables.

Aujourd'hui, les travailleurs, les pauvres, doivent utiliser chaque circonstance politique pour s'organiser, constituer la force dont ils auront besoin face aux riches et à leur Etat : celui d'aujourd'hui, contrôlé directement par l'impérialisme, ou l'Etat de demain qu'il laissera aux mains des notables et des riches des Antilles.

Les militants qui disent être du côté des pauvres ne peuvent pas le prétendre, sans contribuer en même temps de toute leur énergie, à constituer cette force des pauvres, fondée sur leur conscience et leur organisation."

Un attentat contre un bar-restaurant en mars 1985, qui avait fait un mort et dix blessés. *(AFP)*

AFRIQUE DU SUD

La bourgeoisie noire mise en avant pour tenter de sauver les meubles

"Les jeunes font de plus en plus le parallèle entre capitalisme et Apartheid". Celui qui s'exprime ainsi est Sam Motsuenyane, le chef de file des hommes d'affaires noirs sud-africains, en visite à Paris, venu discuter avec les capitalistes occidentaux la meilleure façon d'éviter la rupture totale entre les communautés blanche et de couleur en Afrique du Sud.

Il existe, en Afrique du Sud, une bourgeoisie noire, forte d'un million de personnes et s'agrandissant, selon les dires d'un sociologue de Johannesburg. Et un journaliste du *Figaro* notait *(Le Figaro* du 19 novembre) : *"Dans l'esprit de la plupart des industriels blancs, cette bourgeoisie devrait permettre de contrecarrer l'influence des Noirs "révolutionnaires" en sauvant du même coup le capitalisme sud-africain"*.

Le mouvement de retrait de capitaux d'Afrique du Sud, qui a suivi le départ de General Motors, d'IBM, puis de la banque britannique Barclay's Bank, pose évidemment des problèmes aux capitalistes sud-africains. Nombre d'entre eux, en particulier parmi les anglophones, n'ont jamais caché leur hostilité au régime de l'Apartheid, justement pour éviter la situation où l'on est arrivé aujourd'hui, c'est-à-dire l'identification par les exploités noirs, les plus nombreux, du capitalisme et de l'Apartheid.

En Afrique du Sud même, l'Apartheid est battu en brèche dans certains de ses aspects par le gouvernement lui-même. C'est ainsi que, par exemple, le ministre des Transports inaugurait le mois dernier l'assemblée de l'Association nationale des chauffeurs de taxi noirs, à qui il a promis des exonérations de taxe sur le carburant. Une association illégale, pourtant, au regard des lois de l'Apartheid... Autre exemple : les publicitaires mettent de plus en plus en scène, dans leurs spots, des acteurs exclusivement noirs, ce qui est théoriquement interdit.

Cette bourgeoisie noire existe évidemment depuis longtemps : la Chambre de commerce et d'industrie africaine, qui regroupe 16.000 entrepreneurs noirs, existe depuis 25 ans. Mais, aujourd'hui, elle a droit à la sollicitude des capitalistes d'Afrique du Sud et d'ailleurs qui tentent de favoriser son développement, d'y intéresser les capitalistes occidentaux, en particulier européens, le plus anciennement installés en Afrique du Sud, afin de sauver les meubles. En leur nom, Sam Motsuenyane est venu chercher à Paris l'appui des firmes françaises pour qu'elles encouragent la création et la formation de cadres moyens de couleur dans leurs usines d'Afrique du Sud et pour qu'elles pratiquent un "investissement conditionnel", c'est-à-dire qui profiterait uniquement aux Noirs.

La radicalisation de la jeunesse noire effraye tous les nantis, quelle que soit la couleur de leur peau. Le fait qu'ils soient Noirs n'empêche pas les "millionnaires de Soweto" de voir leurs entreprises boycottées, leurs belles maisons et leurs grosses voitures incendiées (même si certains d'entre eux essayent de se dédouaner en cotisant à des organisations de bienfaisance et en payant des funérailles somptueuses aux victimes de certaines émeutes).

La tentative menée par les capitalistes sud-africains avec l'aide de la bourgeoisie noire intéressera peut-être les dirigeants nationalistes de l'ANC. Mais ceux qui forment les troupes combattantes, les jeunes des ghettos, s'en prennent à tous les nantis, sans distinction. Oui, ils identifient capitalisme et Apartheid, et ils ont bien raison : car un capitalisme sud-africain débarrassé de l'Apartheid ne saurait leur offrir que les mêmes souffrances, la même misère.

J.J.F.

En bref

Des députés de droite contre l'IVG ou comment ne pas se faire oublier

Trois députés, un du Front national, un du RPR et une apparentée UDF, ont décidé de présenter un amendement visant à supprimer le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse.

Un député apparenté RPR de la Nièvre, médecin de son état, a, lui, proposé que l'on affecte les fonds destinés au remboursement de l'IVG à *"un fonds de secours pour les femmes enceintes en détresse"*.

Et chacun y va de son petit couplet contre *"la banalisation d'une atteinte à la vie"*, pour la lutte contre le péril démographique et contre l'immixtion de l'Etat dans les affaires privées.

Chirac, lui, a par avance enterré le débat en déclarant lors de l'émission *"Questions à domicile"* qu'il ne fallait pas *"ajouter une inégalité"* en supprimant le remboursement de l'IVG. Et le gouvernement envisagerait de recourir sur ce point au vote bloqué.

Bref, un peu de bruit pour pas grand-chose, sans doute. Mais, que voulez-vous ? Ces pauvres députés, à la droite de la droite, à qui le gouvernement Chirac vole leurs thèmes favoris comme la sécurité et l'immigration, ont bien besoin de faire un peu de surenchère pour prouver qu'ils existent.

S. MARÉCHAL

Croissance ou pas, les travailleurs consommeront moins

Au moment où les manifestations étudiantes le mettaient dans ses petits souliers, Chirac vantait les mérites de l'action de son gouvernement dans le domaine de l'emploi des jeunes et annonçait fièrement que la croissance économique serait, en 1987, *"à vue de nez"*, de l'ordre de 2,5 %.

Pour le journal patronal *Les Echos* (3 décembre), ces prévisions de croissance reposeraient avant tout sur une vision optimiste de l'augmentation des exportations. Et les experts prévoient dans le même temps une diminution de la consommation des ménages.

C'est la seule prévision qui intéresse les travailleurs. Les experts le disent : les travailleurs, eux, consommeront moins. Et cela parce que leurs revenus sont en baisse constante.

L'optimisme de Chirac, même s'il est infondé, ne s'adresse qu'aux patrons. Il prévoit pour eux un accroissement de leurs exportations, peut-être justement parce que les revenus des travailleurs diminuant, les capitalistes français seront plus compétitifs sur les marchés étrangers.

Figaro-ci, Figaro-là

A la Une du *Figaro* du 4 décembre, le jour de la grande manifestation étudiants-lycéens, deux gros titres côte à côte, en haut de page. D'une part : *"Etudiants : la grande manipulation"* et juste à côté *"Radio-télévision : nouveaux présidents"*.

Dans l'article sur les étudiants on peut lire : *"La récupération politique du mouvement est de plus en plus évidente"*, ce qui est le langage du *Figaro* depuis le début du mouvement.

Dans l'article sur les nouveaux présidents, qui sont tous des militants ou des "amis" de l'actuelle majorité, le journaliste écrit : *"En portant leur choix sur des gestionnaires, les treize membres de la CNCL ont manifesté la volonté de s'en tenir au seul critère de la compétence"*...

C'est fréquent chez les journalistes, ce défaut de vision : l'œil droit ne voit pas la même chose que l'œil gauche.

A.V.

Un tableau édifiant

Il n'a pas fallu plus de trois minutes pour l'adjudication aux enchères d'un tableau de Manet, lundi 1er décembre, à Londres pour la somme de... 70 millions de francs.

Selon *France-Soir*, on s'attendait à ce qu'il n'atteigne que la moitié de cette enchère, mais la concurrence fait rage chez les collectionneurs.

3,6 millions de plus seulement et le record absolu, établi en avril dernier pour un tableau de Mantegna, était égalé.

Les bourgeois ont tant de fric qui dort dans leurs coffres qu'ils ne rêvent que d'une chose, le voir en peinture !

P.N.

Le procès d'Action Directe

Mercredi 3 décembre s'est ouvert le procès de Régis Schleicher et des frères Halfen, accusés d'être parmi les auteurs de la fusillade de l'avenue Trudaine qui, le 31 mai 1983, avaient tué deux policiers.

Mais, en fait, ce procès est celui d'Action Directe, dont les trois inculpés faisaient partie au moment des faits. L'accusation repose sur le témoignage d'une ancienne membre d'Action Directe "repentie". Et l'assassinat du PDG de Renault, Georges Besse, le 17 novembre, assassinat revendiqué par Action Directe, vient bien sûr renforcer cet aspect de procès de l'organisation terroriste.

Le terrorisme dont se revendiquent les membres d'Action Directe, qui prétendent agir au nom des opprimés, ne peut qu'être nuisible aux travailleurs et aux opprimés en général. Le combat pour l'émancipation des travailleurs et de la société n'a nul besoin d'individus coupés des masses, prétendant agir en leur nom. S'agissant d'Action Directe, il s'agit d'individus particulièrement isolés, paumés pourrait-on dire, aux actions marginales et, finalement, rares.

Mais la dénonciation du terrorisme, de la part du gouvernement, de la presse est générale... Et, sur les accusés, jugés en Assises, pèsera de fait l'amalgame avec toutes les actions terroristes qui ont défrayé la chronique. Il est tout de même à noter que les attentats d'Action Directe, eux, n'ont jusqu'à présent jamais été aveugles. A la différence de ceux qui ont jeté une bombe devant Tati, rue de Rennes, pour faire le plus de victimes possible, ou de ceux, d'extrême-droite ceux-là, qui visaient des hôtels habités par des travailleurs immigrés, Action Directe ne s'en est jamais prise jusqu'à présent à des victimes "innocentes", comme on voudrait nous le faire croire. Les plus innocentes furent sans doute encore les deux policiers morts dans la fusillade de l'avenue Trudaine, si toutefois il est prouvé qu'ils furent victimes de tueurs d'Action Directe.

J.J.F.

Le chant des sirènes

Un député RPR curieux a posé au ministre de l'Intérieur Pasqua une question sur ce que devait faire la population en cas d'alerte, au cas où les sirènes qui sont essayées une fois par mois, se mettaient à fonctionner pour un danger réel.

Les autorités ne savent déjà pas trop ce que devrait faire l'armée française en cas de guerre, quant à la population civile, c'est le cadet de leur soucis.

Pasqua s'en est tiré en disant qu'en cas d'alerte les gens devraient *"dans la mesure du possible rester au domicile et être à l'écoute de la radio et de la télévision pour recevoir des informations et des instructions complémentaires"*.

Il n'a pas dit sur quelle chaîne. Publique ou privée ? Ni si les messages de l'état-major ou de la défense civile seront entrecoupés de séquences publicitaires...

Les combinards décrochent la combine

Selon la presse, Reagan aurait téléphoné à deux reprises à l'ancien président Nixon, celui qui dut démissionner à la suite de l'affaire du "Watergate". Pour lui demander conseil afin de l'aider à se dépêtrer de "l'Irangate" ? Etant donné la façon dont Nixon s'est débrouillé dans cette affaire, il aurait mieux valu demander à quelqu'un d'autre. Et en plus ce genre de communication fait le plus mauvais effet dans l'opinion : ces coups de téléphone portent en effet encore un coup dans les sondages en défaveur de Reagan.

Peut-être ont-ils discuté seulement de reconversion des ex-chefs d'Etat ? Peut-être veulent-ils fonder un club des présidents des USA démissionnaires ?

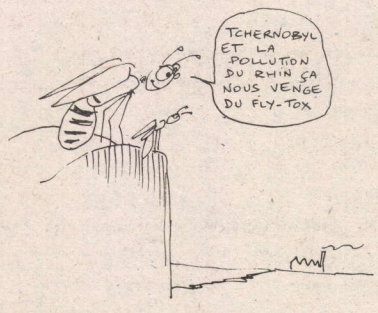
Pour les capitalistes, polluer c'est naturel

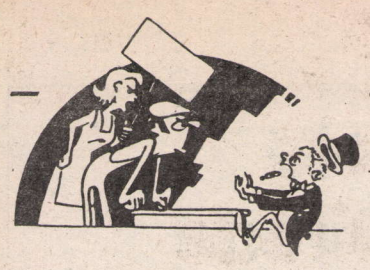
Depuis la pollution catastrophique du Rhin par Sandoz, le fleuve est surveillé de près. Neuf pollutions dites accidentelles ont ainsi été signalées en un mois.

Il y a eu, par exemple, l'insecticide de Ciba-Geigy, l'antigel de BASF. Derniers en date, les 5 000 litres d'une émulsion colorante contenant du latex et du chlorure de polyvinyle de l'usine chimique de Lonza, près de Bâle, le 2 décembre.

On en apprendrait évidemment certainement autant sur bien des fleuves, s'ils étaient autant surveillés que le Rhin l'est actuellement.

Pour les capitalistes prendre les fleuves pour des égoûts n'est pas accidentel. C'est la règle !





ALCATEL-GIGADISC (Toulouse)

Mobilisation contre les licenciements

Début novembre, après un an de fonctionnement, la direction d'Alcatel-Thomson-Gigadisc (ATG) annonçait le dépôt de bilan.

Construite et financée par la mairie de Toulouse pour le lancement des disques optiques et numériques (DON) en septembre 1986, cette nouvelle unité de Thomson et la CGE devait employer 800 personnes.

Aussi, en apprenant le dépôt de bilan, les 117 travailleurs firent un tract qu'ils distribuèrent à toutes les entreprises du Mirail, quartier où se situe l'usine : Motorola, Bendix, etc.

Après de multiples démarches auprès des pouvoirs publics, du maire, de tous les élus régionaux et du ministère de l'Industrie, le lundi 17 novembre les travailleurs d'ATG bloquaient l'entrée de la Thomson qui est juste à côté, pour demander une entrevue avec la direction de cette usine, qui les avait embauchés au départ.

Ce jour-là, des dizaines de travailleurs de l'usine Thomson ne rentraient donc pas travailler et discutèrent avec leurs camarades d'ATG de leurs problèmes et des actions à mener. L'entrevue fut acceptée.

Le vendredi 21 novembre, après un CE, l'administrateur judiciaire d'ATG annonçait 64 licenciements, dont 46 à Toulouse. Le personnel en colère le retenait dans les locaux jusqu'à 20 heures.

Le lundi 24 novembre, ils manifestaient à l'inauguration de l'Ecole de Commerce et ils interpellaient les personnalités qui défilaient : Baudis, Jospin, Bapt, député socialiste de la Haute-Garonne, chefs d'entreprise, etc. La télévision, sur place, refusait de les filmer... car, disaient les journalistes, "On n'est pas là pour ça".

Aussi l'idée fit son chemin que, si FR 3 ne se déplaçait pas, les travailleurs iraient, eux, les voir, et à plus nombreux.

Le jeudi 27 novembre, le personnel appelait, par l'intermédiaire d'une intersyndicale, les travailleurs de la Thomson et ceux d'Alcatel-Espace à débrayer à 14 heures. A Thomson, c'est plus de 300 travailleurs qui débrayèrent. Ateliers et plates-formes étaient vides, le cortège des grévistes défilant dans l'usine pour appeler à la solidarité ceux qui restaient au travail. Du jamais-vu depuis 6 ans.

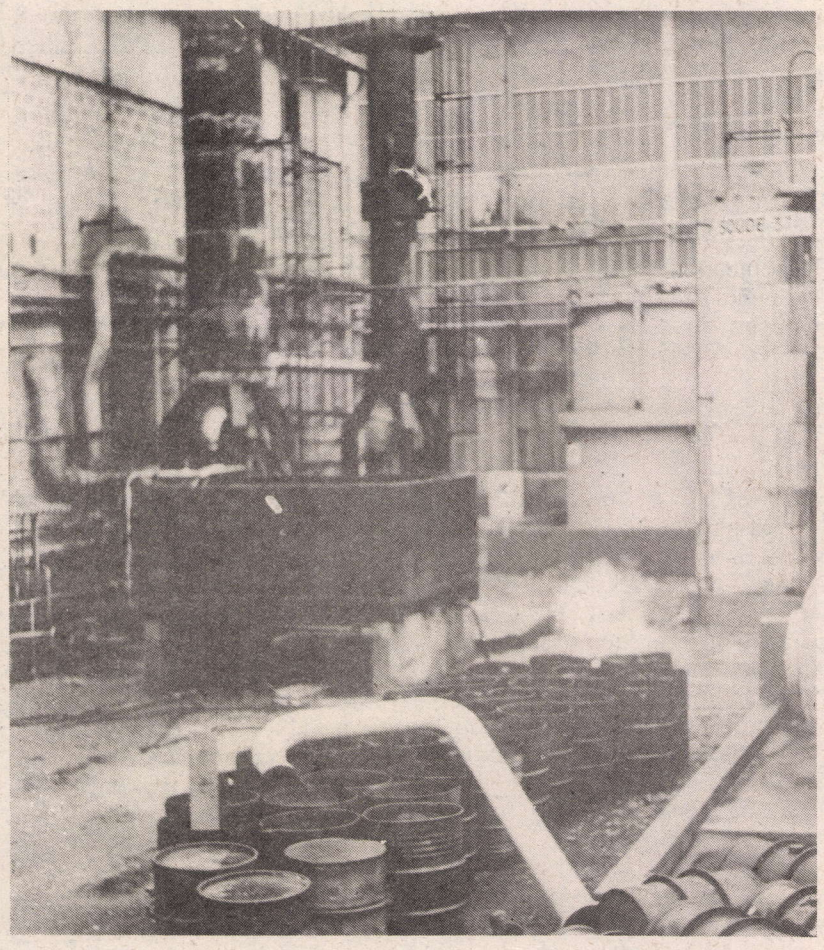
L'ensemble des grévistes des trois usines se rendit en manifestation à FR 3. Encore une fois, FR 3 refusa de filmer les manifestants, reçut une délégation et ne parla du rassemblement que par une phrase où les travailleurs de Thomson furent oubliés.

Vendredi 28 novembre, les travailleurs d'ATG apprenaient que les licenciements étaient reportés. Premier recul ? Peut-être.

Mais les travailleurs d'ATG ne baissent pas les bras et ont commencé à s'organiser pour voir les travailleurs de toutes les usines de Toulouse.

RHÔNE-POULENC (Pont-de-Claix-Isère)

La direction recule sur un licenciement



Un ouvrier de l'atelier Hormones, embauché avec un contrat à durée indéterminée, travaillant en poste 4x8 et ayant une ancienneté de cinq ans, a été déposté pour raison médicale le 3 novembre, immédiatement et définitivement, par le médecin du travail. La direction, obligée d'exécuter cette décision, le mettait à la journée. Mais quelques jours plus tard elle lui envoyait une lettre le convoquant à un entretien préalable avant rupture du contrat de travail, c'est-à-dire licenciement, le 21 novembre à 11 heures.

Ses camarades de travail l'accompagnaient à la réunion, au cours de laquelle la direction déclarait qu'il avait été déposté pour raison médicale et que, ayant été embauché en poste, il y avait rupture de contrat de travail. Elle n'avait pas trouvé de place à la journée pour le reclasser. Elle envisageait donc son licenciement.

Au retour à l'atelier, l'équipe rentrante informée des faits décidait de se mettre en grève immédiatement pour huit heures, afin de soutenir leur camarade et s'opposer aux intentions de la direction. Les trois équipes suivantes firent de même et l'atelier fut arrêté du vendredi midi au samedi 20 heures.

Tout le week-end, une effervescence certaine a régné chez les postés de l'usine.

Lundi 24, les travailleurs des Hormones et les syndicats FOD, CFDT, CGT appelaient à un rassemblement le mardi 25 à midi, pour aller protester à la direction.

En fin de matinée, le 25, la direction faisait savoir par l'encadrement que le problème était réglé. Elle l'a confirmé à la délégation de quelques dizaines de travailleurs venue protester.

Elle annonçait qu'elle proposait à l'ouvrier une mutation dans un poste à la journée à Distugil, une usine Rhône-Poulenc distante de trois kilomètres de celle de Pont-de-Claix.

Correspondant LO

échos des entreprises

On vaut de l'or

A Morvillars, centre de lavage de cerveaux, on en raconte de bonnes. Si un travailleur s'arrête pendant 1 minute, cela occasionnerait, paraît-il, une perte de 5 F pour le client.

Alors, en calculant bien, on rapporterait : 5 F x 462 minutes = 2.310 F par jour de travail. Ou bien on nous bourre le crâne, ou bien il va falloir sérieusement revoir nos paies !

Extraits du bulletin
Lutte Ouvrière
Peugeot Carrosserie Sochaux

CSL : Un charter pour le Mali

L'employée qui s'occupe de la discothèque au CE est en passe d'être licenciée.

Sous prétexte qu'elle n'a pas de bons papiers, avec le tampon qu'il faut et tout et tout, ces messieurs de la CSL, de la direction, de la préfecture, la main dans la main, ont jugé qu'une employée qui faisait bien son travail depuis 4 ans ne faisait pas l'affaire.

Dans toutes ces histoires de frontières, il y en a qui franchissent vite celle de la saloperie.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Citroën - Aulnay

Dommage que les fauteuils laissent à désirer

Ça y est ! Le patron sort le grand jeu. Tous les jours, des équipes sont invitées à regarder pendant vingt minutes le dernier clip vidéo Peugeot.

Et là, sur l'air de *T'as de belles jantes, tu sais* et de *La belle de Cadix a l'essieu de velours*, il tente de nous faire sortir les tripes pour son dernier joujou : la D 60.

La séance était tellement passionnante que certains ont même cru entendre le ronflement du moteur, jusqu'à ce qu'ils s'aperçoivent que c'était celui du voisin.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
Peugeot OCS Ouest - Sochaux

On ne nous transporte pas, on nous roule

Ça continue : la SNCF tout comme la RATP suppriment des postes de travail et augmentent leurs tarifs. 8.200 emplois en moins pour la SNCF sont prévus pour 1987 et 200 de moins pour la RATP. On ne pourra pas dire que ce sont les salaires qui expliquent l'augmentation des tarifs.

Ceux-ci devraient pourtant augmenter au minimum de 2,3 % au 1er avril dans les chemins de fer. Dans les transports parisiens, la hausse du ticket de métro vendu en carnet serait de 1,80 % en deuxième classe, ce qui est relativement faible. Mais il est question en revanche d'une augmentation bien plus forte de la Carte Orange, celle qui sert au plus grand nombre de Parisiens : il est question, selon les sources de 5 à 7 % de hausse, voire 7,1 %. C'est beaucoup. Beaucoup plus que l'inflation en tout cas. Et ce n'est pas compensé par une quelconque amélioration de la qualité des transports.

La seule création nouvelle sera, dans les chemins de fer, celle du TGV-Atlantique, qui arrangera sans doute certains voyageurs, mais qui représente surtout un gros marché pour les constructeurs : 10,2 milliards de francs d'investissements, ce qui portera les dettes de la SNCF à 87 milliards de francs. Ainsi la SNCF, déjà criblée de dettes, s'endette encore plus au profit du privé. Et pour récupérer, elle taxe davantage les usagers et exploite davantage les cheminots.

Il y a quelques années, des voyageurs des transports parisiens s'étaient révoltés, avaient constitué des "Comités d'usagers" qui avaient défrayé la chronique et obtenu des pouvoirs publics certaines petites améliorations. En tout cas, officiellement, les autorités parlaient de la "priorité aux transports en commun". La Carte Orange avait vu le jour quelque temps plus tard.

Cette époque est bien oubliée aujourd'hui.

Alors, il faudra certainement qu'un jour les usagers s'y remettent !

A.V.

Le libéralisme en marche

La privatisation du secteur public vient de faire une nouvelle percée : en Grande-Bretagne, la pose des "sabots de Denver", qui immobilisent les automobiles en infraction, a été confiée à une entreprise privée. Bien entendu, les poseurs de sabots sont rémunérés à la pièce, et le "sabotage" n'a donc jamais été aussi important.

On imagine qu'en France cette nouveauté provoquera l'intérêt de tous nos libéraux. Après les prisons privées, pourquoi pas les sabots privés ?

On pourrait ainsi imaginer de confier à des sociétés privées la perception des impôts, moyennant bien entendu une commission au passage. On pourrait appeler ça par exemple une "ferme générale" et le nouveau système prendrait le nom d'Ancien Régime.

Sélection télé

Samedi 6 décembre

15 h 15. FR3 — Théâtre : **Les joyeuses commères de Windsor,** poursuivent le cycle William Shakespeare. Version anglaise sous-titrée.

20 h 35. TF 1 — Téléfilm en deux parties : **Un métier de seigneur,** d'Edouard Molinaro, d'après le roman de Pierre Boulle du même nom. L'itinéraire d'un intellectuel qui se rêve en héros et se conduit en lâche lorsque la réalité le met à l'épreuve.

22 h 10. TF1 — Droit de réponse de Michel Polac : le recouvrement des créances. Les huissiers de justice et les saisies sont sur la sellette.

Dimanche 7 décembre

15 h 55. FR3 — Splendeur sauvage, de Frédéric Rossif : la faune au Canada.

17 h 00. A2 — Christophe Colomb. Dernier épisode de l'histoire romancée de celui qui découvrit les îles des Caraïbes en croyant arriver aux Indes.

20 h 30. TF1 — Cinéma : **Clara et les chics types,** de Jacques Monnet. Une histoire d'amour sur fond musical avec toute une équipe de joyeux lurons autour d'Isabelle Adjani : Josiane Balasko, Thierry Lhermitte, Daniel Auteuil, etc.

20 h 35. FR3 — Les géants de la musique : Jean-Sébastien Bach, dont sont interprétées ici les cantates de l'**Oratorio** de Noël.

22 h 30. FR3 — Cinéma de minuit : Broken Lullaby d'Ernst Lubitsch. Après la grande boucherie de la guerre de 14-18, un soldat français est hanté par le souvenir d'un soldat allemand qu'il a tué. Une dénonciation de la guerre et un plaidoyer pour l'amour entre les peuples.

Lundi 8 décembre

14 h 40. TF1 — Encore un film d'Ernst Lubitsch : **To be or not to be.** Une comédie dans la Pologne de 1939, envahie par les armées nazies.

20 h 35. TF1 — Film policier de José Giovanni, un maître du genre : **Dernier domicile connu,** avec Lino Ventura, Marlène Jobert, Michel Constantin.

20 h 35. FR3 — Cinéma : **Douze salopards,** de Robert Aldrich, avec Lee Marvin. L'horreur de la dernière guerre vécue par une vraie bande de salopards.

Mardi 9 décembre

20 h 35. A2 — Mardi cinéma propose un film de Philippe Labro : **Rive droite, rive gauche,** avec Gérard Depardieu et Nathalie Baye. Deux personnages des beaux quartiers en proie chacun à un brusque cas de conscience...

20 h35. FR3 — Policier : **Le crime, c'est notre business,** de Gordon Fleming. Un casse, des truands professionnels et des policiers douteux. Classique, quoi !

Mercredi 10 décembre

20 h 35. TF1 — La nuit du flingueur, un téléfilm pastiche des "séries noires" avec Victor Lanoux en méchant pas vraiment méchant.

22 h 05. TF1 — Du côté de West Side... Un film consacré aux répétitions et à l'enregistrement de l'opéra de Léonard Bernstein, **West Side Story.** Avec la cantatrice Kiri Te Kanawa dans le rôle de Maria.

22 h 10. A2 — Le dossier d'Alain Decaux est consacré à Victor Kravchenko. En 1944, ce bureaucrate soviétique passa à l'Ouest et dénonça, dans son livre **J'ai choisi la liberté,** l'URSS stalinienne. Publié en 1947, au moment où se déclenchait la Guerre Froide, il arrivait à point nommé.

Jeudi 11 décembre

20 h 35. A2 — Comédie : **C'est dur pour tout le monde,** film avec Bernard Blier et Francis Perrin. La publicité mise à mal par un metteur en scène qui en a vécu fort bien et règle quelques comptes.

20 h 35. FR3 — L'héritage, film de Mauro Bolognini, avec Anthony Quinn. Peinture de mœurs dans la Rome de la fin du 19e siècle.

Vendredi 12 décembre

22 h 30. TF1 — Shogun. Onzième épisode d'un feuilleton américain tiré du roman de J. Clavell du même nom sur le Japon des Samouraï.

22 h 50. A2 — L'étrange incident, de William Wallmann, avec Henry Fonda et Anthony Quinn. L'histoire d'un lynchage, dans le Nevada des éleveurs et des voleurs de bétail.

films

"Chambre avec vue"

Au siècle dernier, une jeune Anglaise de la bonne société, comme on dit, se rend en villégiature à Florence. L'Italie est alors le lieu de promenade privilégié des riches Anglais, et elle s'y retrouve en compagnie de ses semblables, souvent d'âge fort respectable... hormis un jeune, beau et original concitoyen qui, lui, obtient une chambre avec vue sur le fleuve de Florence, l'Arno. Lui a des vues sur elle ! Le non-conformisme du jeune homme le condamne-t-il à soupirer en vain ? Pas du tout. Mais tout se dénouera en Angleterre où, malgré le carcan des convenances, ils finiront par se retrouver.

Riches et espiègles face aux traditions désuètes, les deux jeunes gens brocardent joyeusement le conformisme. Quelques scènes sont franchement drôles. La musique, les paysages anglais et Florence brièvement aperçue sont aussi très beaux. Le tout fait un élégant divertissement, pas méchant pour deux sous.

"Aliens, le retour"

Si vous vous êtes largement fait raconter le premier *Aliens* ou si vous l'avez vu, pas de crainte pour le second : vous ne paierez pas votre place pour vous accrocher au fauteuil pendant près de deux heures ! Ce second *Aliens* reprend l'histoire là où le premier l'avait laissée. La survivante de la mission précédente, de retour d'une planète plus qu'inquiétante, hantée par des monstres tout ce qu'il y a d'affreux, est récupérée par des hommes tranquilles bien de chez nous, c'est-à-dire : un bureaucrate en peau d'homme d'affaires, ne pensant qu'aux millions de dollars que pourrait lui rapporter la récupération d'une de ces affreuses bestioles, quitte à l'obtenir au prix de la vie de ses semblables ; des militaires, à la hiérarchie obtuse comme il se doit, armés jusqu'aux dents et prêts à débarquer sur la planète vénéneuse pour tailler en pièces tout ce qu'ils y rencontreront ; des hommes très misogynes, etc. Et c'est avec tout ce beau monde qu'une nouvelle expédition d'exploration est organisée...

Heureusement qu'au milieu de tous ces hommes, l'héroïne est là pour garder "les pieds sur terre" et prendre les choses en main, aidée par une toute petite fille très maligne.

C'est bien fait, avec moult rebondissements et une certaine dose d'humour pour détendre l'atmosphère. Les méchants, hommes ou monstres, sont vraiment méchants et, sans les femmes, les bons seraient dans un sacré pétrin !

Sélection ciné

LA VÉRIFICATION
d'Alexeï Guerman

Le metteur en scène soviétique retrace un épisode de la lutte des partisans, dans la partie de la Russie occupée par les troupes nazies, en 1941. Une description nuancée et remettant en cause quelques vérités officielles sur cette période, en URSS. **L'Epée de Bois 5e (VO).**

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la première guerre mondiale.
14 Juillet Parnasse 6e (VO).

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Vienne 1945, sous l'occupation alliée, après la défaite de l'Allemagne. Les hommes qui espéraient voir sortir de la guerre un monde meilleur doivent déchanter devant la réalité : la société autrichienne reste marquée par le nazisme et l'antisémitisme, l'armée russe n'a plus de "communiste" que le nom...
St. Germain Studio 5e (VO), Elysée Lincoln 8e (VO).

MISSION
de Roland Joffé
avec Robert de Niro
et Jeremy Irons.

Au 17e siècle, les Indiens Guaranis, encadrés par des missionnaires, sont livrés par l'Ordre des Jésuites aux troupes espagnoles et portugaises. Un plaidoyer pour une certaine forme de société communiste chrétienne et primitive... Des images splendides.
Gaumont les Halles 1er (VO), Hautefeuille 6e (VO), Georges V 8e (VO), Marignan 8e (VO), Français 9e, Galaxie 13e (VO), Montparnasse Pathé 14e, Gaumont Convention 15e, 14 juillet Beaugrenelle 15e (VO).

AUTOUR DE MINUIT
de Bertrand Tavernier.

L'histoire émouvante d'un saxophoniste de jazz des années 1950. Pour faire aimer le jazz.
Gaumont Les Halles 1er, 14-Juillet Odéon 6e, Gaumont Ambassade 8e, Gaumont Parnasse 14e.

LE COUREUR
d'Amir Naderi.

Un témoignage sur un enfant en Iran ; la jeunesse sacrifiée d'un enfant du tiers-monde.
UTOPIA Champollion (VO) 5e, de 14 h à 20 h.

Lires

"Sao Bernardo"
de Graciliano Ramos

Paulo Honorio, propriétaire terrien du nord-est du Brésil, s'essaie dans ce livre à raconter sa vie. Il sait mal écrire, mal décrire les sentiments, surtout. Il ignore et méprise le style ampoulé qu'on apprend dans les écoles. Lui n'est guère allé à l'école. Et pourtant, devant ses plantations de coton à demi abandonnées, il faut qu'il explique, qu'il raconte comment il en est arrivé là.

Enfant trouvé, son premier métier, tout enfant, a été guide d'aveugle. Et pour survivre, il a dû tout faire. Entre autres, il a été journalier dans le domaine de Sao Bernardo. Puis il s'est élevé, à force de ténacité, de ruse et de violence. Et finalement il est devenu le légitime propriétaire de Sao Bernardo, exploitant durement ses paysans et ses ouvriers, les rossant à l'occasion, prenant leurs femmes, méprisant les faibles, brutal et cynique, maniant la corruption et le gourdin.

En possession de toute la réussite sociale que peut lui offrir une province agricole et arriérée, il décide alors de se marier. Et dans cette dernière affaire il met tout ce qui est : son audace, sa ruse, mais aussi sa dureté, son avarice, sa jalousie. Or la femme qu'il a trouvée est au contraire désintéressée, tendre, cultivée, soucieuse des autres, compatissante aux miséreux. Pour son mari, elle est carrément une "communiste", un de ces êtres amoraux que traque la dictature au pouvoir. Dans ce heurt de deux personnalités et de deux conceptions de la vie, sa femme sera détruite. Mais Paulo Honorio, lui, sera brisé. Il a perdu sa foi en lui-même et il comprend confusément qu'il est passé sans le savoir à côté du bonheur.

Graciliano Ramos (1982-1953), fils d'un propriétaire terrien de l'Alagoas, dans le nord-est du Brésil, a évoqué dans ses romans la vie dans les grands domaines, les fazendas (*Sao Bernardo*) et les ravages de la sécheresse *(Sécheresse)*. Son style se caractérise par une grande sobriété de mots et d'action. Ses idées progressistes le firent arrêter par la dictature de Vargas en 1936, à la suite du putsch communiste avorté de novembre 1935. Il fit quelques mois de prison et de bagne, qu'il raconte dans ses *Mémoires de prison* (voir dans *LO* n° 913 la critique du film qui en a été tiré). Il devint ouvertement un compagnon de route du PC brésilien dans la période d'union nationale qui suivit la guerre mondiale, quand le PCB soutenait le même dictateur Vargas qui avait torturé et assassiné tant de ses militants.

Vincent GELAS

"L'aventure de Miguel Littin clandestin au Chili"
de Gabriel Garcia Marquez

Le livre n'est pas un roman mais un récit-reportage : Gabriel Garcia Marquez a recueilli les propos et souvenirs enregistrés du metteur en scène chilien Miguel Littin. Celui-ci, exilé depuis le coup d'Etat militaire de Pinochet de septembre 1973, retourna clandestinement au Chili durant quelques semaines du début de 1985, pour diriger le tournage d'un film documentaire *"sur la réalité chilienne au bout de douze ans de dictature"*.

Littin, par la plume de Garcia Marquez, nous raconte donc comment il s'est métamorphosé en riche homme d'affaires uruguayen, changeant de visage, de parler et d'allure, ainsi que les péripéties des tournages réalisés sous les yeux de la police... et même de Pinochet, dans le palais de la Moneda.

Mais, en fait de réalité chilienne, Miguel Littin ne nous livre que ses impressions, celles d'un exilé qui retrouve son pays et qui veut, selon ses propres termes, *"filmer sa nostalgie"*. Au premier regard, rien ne semble changé, même si très vite la réalité se fait pesante : omniprésence des carabiniers, couvre-feu, tristesse des gens. Mais cela ne va pas plus loin. Si Littin rencontre des membres du "Front Patriotique Manuel Rodriguez", organisation clandestine de résistance à la dictature, ou s'il se rend dans les quartiers pauvres de la capitale, il ne nous fait part que des difficultés dues à sa situation de clandestin ou de *"sa moisson de nostalgies"* pour l'époque de Salvador Allende, dont il reste un fervent admirateur. Bref, une histoire dont l'intérêt est bien mince.

Brigitte MONTAGNE

L'Aventure de Miguel Littin, clandestin au Chili *de Gabriel Garcia Marquez — éd. Sylvie Messinger, 79 F - 182 p.*

Wole Soyinka

Les écrits de Wole Soyinka, écrivain nigérian de langue anglaise, traduits en français et publiés au cours de ces dernières années en France, sont en ce moment à la devanture des librairies. C'est la conséquence du prix Nobel de littérature que vient d'obtenir cet écrivain.

Originaire du Nigeria, l'un des grands Etats africains (près de deux fois plus grand et plus peuplé que la France !), Wole Soyinka, comme beaucoup d'intellectuels africains de sa génération, fit ses études dans les universités de la métropole coloniale, la Grande-Bretagne en l'occurrence. Et c'est à Londres qu'il débuta au théâtre, comme écrivain mais aussi comme metteur en scène, acteur et chanteur.

Il rentra au Nigeria quand le pays devint indépendant, en 1960. Il était de ces intellectuels libéraux qui espéraient que l'indépendance allait être le prélude à la mise en place d'un Etat fédéral et démocratique.

Mais au Nigeria, comme dans la plupart des Etats africains, les militaires ne tardèrent pas à occuper le devant de la scène. Wole Soyinka connut la prison une première fois, en 1965 : un soir d'élections, il avait fait irruption à la radio pour y diffuser un discours parodique, en guise de résultats. Deux ans plus tard, il était de nouveau emprisonné pour avoir voulu jouer les négociateurs lors de la guerre civile du Biafra.

On retrouve dans ses livres cette volonté de ne pas plier, de rester indépendant, ce ton critique, même vis-à-vis de ceux dont il se sentait proche.

Il décrit avec ironie et mordant les arrivistes de la nouvelle société. Il refuse de glorifier de façon exagérée le passé de l'Afrique ; il prend le contrepied de thèmes à la mode dans les milieux nationalistes africains. Pour se moquer du thème de la *"négritude"*, il compose des poèmes ironiques sur la *"tigritude" : "le tigre ne proclame pas sa tigritude, il tue sa proie et la mange"*, écrit-il. En 1965, au moment de la vague du *Black is beautiful* (le noir, c'est beau) il demande, par la bouche d'un de ses personnages, *"les albinos doivent-ils se jeter à l'eau ?"*, expliquant que la beauté n'avait rien à voir avec la couleur de la peau.

Cet état d'esprit anti-conformiste, un peu provocateur, a conduit Wole Soyinka à évoquer un certain nombre de problèmes qui se posent dans les Etats africains ayant accédé à l'indépendance. Il le fait du point de vue du libéral qu'il est, qui avant tout en veut à sa classe, cette caste bourgeoise de privilégiés africains, d'être avide d'argent et de pouvoir et surtout bête, incapable d'être à la hauteur de ses homologues européens. Mais il le fait aussi du point de vue d'un homme attaché à toutes les formes de culture, occidentale aussi bien qu'africaine.

Cécile BERNIER

Quelques œuvres de Wole Soyinka

"Cet homme est mort"

Ce récit est celui des deux années passées par l'auteur au secret dans les prisons du Nigeria, d'août 1967 à octobre 1969, pendant la sécession biafraise et la guerre civile.

Wole Soyinka n'a pas accepté les massacres de populations Ibos qui ont été déclenchés en septembre 1966, quelques mois après le coup d'Etat militaire du général Gowon. Ainsi qu'il le raconte, c'est parce qu'il tentait de s'entremettre entre Ojukwu, gouverneur militaire de la région orientale et chef de la sécession Ibo, et le nouveau chef du Nigeria, le général Gowon, qui représentait les tribus du Nord, qu'il fut arrêté et jeté dans les prisons de ce dernier.

Cet ouvrage, qui souleva d'intenses polémiques au Nigeria et valut l'exil à son auteur, lors de sa parution en 1972, est cependant plus une dénonciation du système carcéral qu'un ouvrage politique à proprement parler. On assiste à la lutte pour survivre d'un prisonnier que l'isolement prolongé du cachot détruit.

C'est un récit quelquefois difficile à suivre car il n'est pas chronologique et ne reprend guère le cours des événements supposés connus.

C'est un pamphlet extrêmement violent contre le régime militaire, l'absence de libertés, la corruption des couches dirigeantes, les élections truquées. Un témoignage sur le Nigeria d'aujourd'hui, qu'une postface rédigée dix ans après (en 1982) actualise.

Cet homme est mort *Ed. Belfond, 95 F.*

"Les interprètes"

Ecrit en 1965, c'est le premier roman de Wole Soyinka. Cinq jeunes hommes, les études finies et de retour de l'étranger pour certains, se retrouvent à Ibadan, l'une des plus grandes villes du Nigeria. Ils sont avocat, journaliste, ingénieur, professeur, artiste. Relativement désœuvrés, ils se retrouvent souvent, car ils ont gardé entre eux une complicité d'anciens collégiens. Ils ne s'intègrent pas volontiers à la vie d'"élite" qu'ils sont supposés mener, refusant les mondanités et une étiquette qui consiste à singer les anciens coloniaux.

Mais ils sont aussi mal à l'aise dans cette grande ville invivable, mélange violent d'arriération et de modernisme, écartelés entre différents modes de vie, différentes cultures... paumés en fait, car ils ne voient pas quelles forces pourraient transformer cette ville monstrueuse en un univers plus humain.

Wole Soyinka a visiblement de la sympathie pour ses personnages. Seulement il ne les épargne pas. Et les nombreux passages ironiques ou mordants dans lesquels, en quelques lignes ou en quelques passages, il met le doigt sur les travers ou les tares des individus ou de la société dans laquelle ils évoluent, font l'intérêt de ce roman, par ailleurs assez difficile à lire.

Les interprètes, *Ed. Présence Africaine, 72 F.*

THÉÂTRE

"La métamorphose de frère Jéro"

La métamorphose de frère Jéro est l'une des quelque vingt pièces écrites par Wole Soyinka, et c'est la première a être jouée en France. Créée en juillet dernier à la Martinique par le Théâtre de la Soif nouvelle et présentée à Limoges le mois dernier, elle doit être jouée à Rennes, Thionville, Bourges, Montpellier...

Frère Jéro, qui joue au prophète, est en fait un Tartufe. Installé avec ses confrères sur le sable de la plage-bidonville de Lagos, il y exploite la crédulité publique et le désir d'échapper à la misère des pauvres. Seulement le sable de la plage est devenu merveilleusement fertile depuis que les militaires y ont programmé les exécutions publiques, baptisées *"le grand spectacle de la plage"*. La concurrence devient acharnée pour le moindre arpent de sable et les militaires ont prévu de faire expulser Jéro et ses confrères, pour y installer un complexe commercial et touristique.

Mais frère Jéro aura le dernier mot en lançant son armée : *"l'Armée du Salut apostolique"*.

Un pamphlet virulent et drôle, qui dénonce l'exploitation des superstitions et de la misère par l'alliance du sabre et du goupillon.

La métamorphose de frère Jéro, *Ed. Présence Africaine, 50 F.*

Wole Soyinka

AKÉ
LES ANNÉES D'ENFANCE

Traduit de l'anglais par Etienne Galle

récit

belfond

Il s'agit du récit autobiographique des dix premières années de l'enfance de Wole Soyinka, depuis sa naissance en 1934, à Abéokuta, en pays Yoruba, à l'ouest du Nigeria, jusqu'à la nouvelle de l'explosion atomique à Hiroshima et de ses retombées... africaines.

L'humour ne manque pas dans ce récit des faits et gestes d'une famille et d'une petite communauté, vus par un gamin sensible, fonceur et raisonneur, qui navigue entre un père intellectuel, calme et pacifique, vivant à l'européenne dans le territoire de la mission où il est directeur d'école, et une mère active et passionnée qu'il a baptisée *"chrétienne sauvage" !*

Le jeune Wole découvre le privilège de la culture qui lui donne, tout jeune, un pouvoir et un poids face aux adultes. Il découvre aussi l'injustice.

L'écrivain a su évoquer les couleurs, les bruits et les parfums de cette Afrique traditionnelle, qu'il compare parfois avec nostalgie aux dégradations qu'a apportées la modernisation : magasins remplis de marchandises de pacotille, etc. Et il a su tout aussi bien raconter la dureté de la vie quotidienne pour la majorité de la population, pour les femmes surtout. La dernière partie du livre relate le démarrage d'un mouvement de femmes animé par sa mère. Les femmes s'assemblent d'abord pour apprendre à lire et à écrire, armes nécessaires aussi bien pour contrôler les enfants qui vont à l'école que pour se défendre contre l'administration. Elles sont amenées à affronter les fonctionnaires et le potentat local. Et les dernières pages du récit laissent entrevoir une Afrique qui bouge, qui conteste la domination de la Grande-Bretagne, et l'explosion sociale qui menace. Le tout se lit avec plaisir et émotion.

Ake, les années d'enfance, *Ed. Belfond, 95 F.*

Les banquiers volent bas mais les consommateurs peuvent faire échec aux chèques payants

Les banquiers, et avec eux le gouvernement, viennent de différer de quelques mois la mise en service de la tarification des chèques payants qui avait été annoncée il y a quelque temps.

Cette tarification, variable selon les établissements, devait comporter une somme annuelle (de l'ordre de 100 F à 120 F) pour chaque compte bancaire, et en plus 2 F à 3 F de frais pour chaque chèque émis, au-delà d'un certain nombre, très limité, que les clients pourraient émettre gratuitement chaque mois.

En principe, et cela fait des siècles que cela dure, le prêteur d'argent touche un intérêt. Quand les banquiers, eux, prêtent de l'argent, ce n'est jamais gratuitement. Mais ce fondement de la société capitaliste disparaît comme par enchantement lorsque c'est tout-un-chacun qui porte — et donc qui prête — son argent à la banque. Et pardessus le marché les banquiers voudraient faire payer le prêteur pour qu'il puisse se servir de son propre argent pour effectuer des paiements !

Les banquiers l'avouent d'ailleurs cyniquement.

Ils estiment qu'avec la baisse de l'inflation et des taux d'intérêts ils ne gagnent plus autant sur cet argent laissé gratuitement par les déposants : ils veulent donc taxer les compte chèques.

Mais la riposte des associations de consommateurs n'a pas tardé, et elle s'est développée. Elles ont saisi les tribunaux en attaquant les banques pour entente illicite (puisqu'elles ont pris cette décision en même temps et selon des modalités voisines).

Et plusieurs astuces ont été répandues dans le public pour créer des difficultés aux banquiers. On peut faire des chèques sur papier libre, c'est légal. On peut rayer au crayon (pas au stylo ni au feutre, mais au crayon gras), le code informatique qui se trouve au bas des chèques.

Cette semaine de nouveaux progrès sont apparus : il faut effacer avec la pointe d'un couteau deux ou trois des barres verticales dont sont composés les chiffres qui se trouvent au bas de chaque chèque. On peut aussi faire déborder la signature dans la partie inférieure du chèque réservée au traitement informatique. Bref la riposte s'est perfectionnée.

Bien des journaux en ont parlé, et si on ignore évidemment combien de clients sont passés à l'action, il doit y en avoir tout de même un certain nombre puisque les banquiers reculent.

Ils ne reculent que provisoirement, et bien sûr seulement dans l'espoir de désarmer la contestation pour mieux faire passer leur projet ultérieurement, le 1er avril, puisque c'est la date qui a été fixée.

Les banquiers parlent, et Balladur est parfaitement d'accord là-dessus, d'offrir quelques compensations à leurs clients, comme consentir des taux de prêts plus favorables dans certains cas, laisser les agences ouvertes le samedi, ou multiplier les caisses automatiques.

Mais tout cela, ce n'est pas ce que veulent les titulaires de comptes bancaires. Des prêts plus avantageux, cela n'avance en rien ceux qui n'empruntent pas, et cela, de toute façon, n'engage en rien les banquiers.

Les guichets ouverts le samedi arrangeraient évidemment bien des usagers, mais ce serait au détriment des employés de banque, et il n'est pas dit que ceux-ci acceptent d'être sacrifiés aux combinaisons des banquiers. Quant à multiplier les guichets automatiques, c'est une incitation à répandre dans le public les cartes de crédit qui, elles, sont payantes, et pour lesquelles les opérations sont automatiques. Les banquiers préfèrent cela aux chèques.

En réalité ce que proposent les banquiers ce sont des mesures qui les arrangent comme diraient les étudiants et les lycéens : *"Ce n'est pas amender le projet qu'il faut, c'est le retirer purement et simplement"*. On ne peut souhaiter qu'une chose, c'est que les associations de consommateurs ne désarment pas, et que les chèques "trafiqués" mais légaux continuent jusqu'à ce que les banquiers cèdent complètement.

Les banquiers veulent nous voler, il faut leur règler leur compte !

André VICTOR

BALLADUR

L'homme des banques

Longuet, le ministre délégué aux PTT, a déclaré qu'il n'était pas favorable à la tarification des chèques postaux et que dans la *"compétition"* entre la Poste et les banques, il ne voulait pas de ce handicap supplémentaire que constitueraient les chèques des CCP payants.

Balladur, le ministre de l'Economie, s'est déclaré étonné de la déclaration de Longuet et a affirmé ne pas être *"au courant d'une décision sur la tarification des chèques postaux"*. Et, histoire peut-être de rappeler un peu Longuet à l'ordre, il a indiqué que les *"tarifs des services postaux devaient être fixés par un décret commun"* des deux ministères, Finances et PTT.

Alors, tarifera, tarifera pas ? On peut gager que, pour la tarification, comme pour une dévaluation, quand on en parle, c'est qu'elle va se faire. Longuet aimerait peut-être défendre sa boutique mais le ministre de l'Economie a des vues "plus larges" et les banquiers, il les soigne !

A.V.

BOUYGUES PROSPÈRE

L'État bâtit les profits des constructeurs

Bouygues a été pressenti par le gouvernement turc pour construire un tunnel sous le Bosphore. Une affaire de 3 milliards de francs. Intéressé mais méfiant, le numéro 1 mondial du bâtiment, se donne le temps de la réflexion. Car, pour le moment, la ville d'Istanbul lui aurait demandé de financer la construction et de se rembourser en percevant un péage pendant 30 ans.

Bouygues prépare donc son projet, conjointement avec Paribas, une des plus grandes banques — pour l'instant — nationalisées.

Car ce "self made man" s'est fait... avec l'aide de l'Etat.

Soignant sa légende de bâtisseur d'architecture monumentale, il a attaché son nom au Parc des Princes, au Forum des Halles et à toute une série de réalisations gigantesques dont l'université de Ryad, en Arabie Saoudite, qui fut pendant deux ans le plus grand chantier mondial. Il se précipite sur les plateformes pétrolières, le tunnel sous la Manche et Disneyland.

Autant de "contrats du siècle" qui ne s'obtiennent que par la grâce de l'Etat, premier client du trust Bouygues, et seul garant, par banques nationalisées interposées, des profits du numéro 1 du béton... Quand un industriel passe des marchés de cette importance, en particulier avec des pays pauvres, "à risques" selon l'expression consacrée des milieux financiers les premiers responsables de leur endettement, il ne manque pas d'assurer ses arrières. Crédits des banques d'Etat, soutien du gouvernement... Bouygues, comme les autres, vit d'un Etat tout à son service.

S.M.

PRISONS PRIVÉES

Un amendement qui ne change rien

Chalandon a amendé son projet sur les prisons privées. Les gardiens resteront des fonctionnaires. C'est une réponse à une partie de la droite, les baristes en l'occurrence, qui, bien que favorables au projet, se disaient réticents au gardiennage privé au nom de considérations juridiques, *"l'éxécution d'une décision de justice"* devant, selon eux, rester l'apanage de l'Etat. Mais plus que cette grogne politicienne — il faut bien se démarquer de temps en temps de ses "amis" — c'est la contestation des syndicats de gardiens de prison, soucieux de défendre leur corporation, que cet amendement vise à calmer.

Sur le fond, rien de changé. Sans doute les entreprises de gardiennage privé qui espéraient trouver là un créneau, n'apprécieront pas. Mais d'autres y trouveront leur compte. A commencer par les candidats à la construction de ces prisons, les Bouygues et autres Maisons familiales (!) qui, selon le *Canard Enchaîné* du 5 novembre *"campent déjà au ministère"*. Un pur hasard, bien sûr, si on retrouve le groupe Maisons familiales qui construisit autrefois les fameuses "chalandonnettes", petites maisons individuelles célèbres pour leurs fissures, à l'époque où Chalandon était ministre de Pompidou.

Et puis, ces 15 000 prisonniers, ils travailleront, et les sociétés gérant les prisons privées prendront leur part de bénéfices sur cette main-d'œuvre exploitable quasiment sans limite. Et comme avec la crise, la petite délinquance va se multiplier, on s'attend, dans dix ans, à un effectif de 130 000 détenus, contre 50 000 actuellement.

De belles affaires en perspective pour les spéculateurs reconvertis en garde-chiourme et tout un symbole de cette société pourrie où l'avenir, c'est d'investir dans la taule.

Sylvie MARÉCHAL

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995